



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens Décembre 2019

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 10 janvier 2019

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2019

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le troisième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 8 et le 18 décembre 2019, comptait quatorze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/3-2019F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-30504-2

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

Numéro de catalogue : CP22-185/3-2019E-PDF (rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-30502-8

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2019

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 10 janvier 2019

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	Error! Bookmark not defined.
Introduction	1
Méthodologie.....	Error! Bookmark not defined.
Principales constatations	Error! Bookmark not defined.
Nouvelles du gouvernement du Canada	Error! Bookmark not defined.
Priorités du gouvernement du Canada.....	Error! Bookmark not defined.
Enjeux locaux (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay).....	7
Désaffection de l'Ouest (Saskatoon, Calgary, Kelowna)	Error! Bookmark not defined.
Mine Frontier (Calgary).....	11
Environnement.....	11
Économie circulaire (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Kelowna)	13
 Résultats détaillés	 Error! Bookmark not defined.
Nouvelles du gouvernement du Canada (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna)	Error! Bookmark not defined.
OTAN (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)	Error! Bookmark not defined.
Aide médicale à mourir (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay).....	17
Priorités du gouvernement du Canada (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna)	18
Discours du Trône.....	Error! Bookmark not defined.
Priorités mentionnées spontanément.....	18
Exercice sur les priorités.....	Error! Bookmark not defined.
Enjeux locaux (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)	Error! Bookmark not defined.
Brampton.....	30
Thunder Bay	31
St. John's	32
Chicoutimi	32
Désaffection de l'Ouest (Saskatoon, Calgary, Kelowna).....	33
Exercice.....	33
Prolongement du réseau Trans Mountain.....	35
Projets de loi C-69 et C-48.....	36
Paiements de péréquation	37
Boycottage du canola canadien par la Chine.....	38
Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada.....	39
Mine Frontier (Calgary).....	40
Environnement (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna).....	41



Notoriété spontanée	41
Sensibilisation aux mesures du gouvernement du Canada	41
Accord de Paris	42
Réduction des GES et pipelines	43
Économie circulaire (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Kelowna).....	44
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	Error! Bookmark not defined.
Annexe B – Guides de discussion	60

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de quatorze groupes de discussion en personne organisés entre le 9 et le 18 décembre 2019, dans sept villes du pays, en Ontario, au Québec,



à Terre-Neuve, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de discussions, la recherche a permis d'analyser une vaste gamme d'enjeux, dont certains en profondeur, y compris la notoriété et les perceptions entourant de récentes nouvelles, initiatives ou annonces du gouvernement du Canada concernant le sommet de l'OTAN à Londres, l'aide médicale à mourir, l'environnement (notamment l'Accord de Paris) et l'« économie circulaire ». La recherche a également porté sur des questions d'intérêt local, pour dégager des problèmes précis touchant aux infrastructures et à l'économie.

Des sujets précis, par exemple « la désaffection de l'Ouest » et la mine Frontier, ont été examinés dans certains lieux où ils étaient plus pertinents. De même, les participants se sont prêtés à une série d'exercices qui ont varié selon l'emplacement et le thème abordé. Les participants de tous les groupes ont fait un exercice visant à cerner leurs grandes priorités en ce qui concerne les objectifs du gouvernement du Canada. Dans les trois villes de l'Ouest, les participants ont aussi été invités à trouver quelques mots qui leur semblaient bien décrire les relations entre le gouvernement du Canada et leur province. Les réponses entendues dans le cadre de ces exercices ont été dûment notées et enregistrées, tout comme les discussions plus approfondies qui ont suivi.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Pour le troisième cycle, les groupes ont été divisés selon le sexe.

Approche détaillée

- Quatorze groupes de discussion en personne ont été tenus dans sept villes canadiennes.
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à Brampton et à Thunder Bay, en Ontario (les 9 et 11 décembre); à Chicoutimi, au Québec (le 10 décembre); à St. John's, Terre-Neuve (le 12 décembre); à Kelowna, en Colombie-Britannique (le 16 décembre); à Saskatoon, en Saskatchewan (le 17 décembre); et à Calgary, en Alberta (le 18 décembre).
- Les discussions des groupes de Chicoutimi, au Québec, ont été menées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.

- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence d'au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l'ensemble des villes, 122 personnes ont participé aux discussions. On trouvera ci-dessous des détails sur le nombre de participants par groupe.

Composition des groupes et emplacements

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Brampton	1	Anglais	9 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	2			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
Chicoutimi	3	Français	10 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	4			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Thunder Bay	5	Anglais	11 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	6			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
St. John's	7	Anglais	12 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Kelowna	9	Anglais	16 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	10			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Saskatoon	11	Anglais	17 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	7
	12			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Calgary	13	Anglais	18 déc. 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	14			19 h 30-21 h 30	Hommes	7
Nombre total de participants						122

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en décembre 2019. Sauf indication contraire, les thèmes ont été traités dans tous les groupes.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Les participants n'avaient pas entendu grand-chose au sujet du gouvernement du Canada, si ce n'est les nouvelles de la récente élection et des changements d'ordre politique qui en ont découlé à Ottawa. Pour ce qui est d'autres sujets, les enjeux touchant l'Ouest du Canada ont été soulevés dans la plupart



des groupes, et surtout dans l'Ouest. Il a notamment été question de l'économie et des pipelines en Alberta, des relations fédéral-provinciales, de l'aliénation régionale et, dans une moindre mesure, des paiements de péréquation. La légalisation du cannabis et le « vapotage » ont suscité plusieurs commentaires, tout comme les enjeux environnementaux. Dans le cas de ces derniers, l'attention s'est portée prioritairement sur les changements climatiques, avec quelques mentions d'une « taxe sur le carbone ». Certains participants ont mentionné d'entrée de jeu les questions autochtones et l'immigration.

Dans l'ensemble, les commentaires sur les nouvelles internationales ont été peu fréquents; il y a eu quelques mentions des différends avec la Chine, de l'« ALÉNA », et de l'incident du micro ouvert au sommet de l'OTAN.

Aucun enjeu ou faisceau d'enjeux particulier n'a émergé des discussions, et bon nombre de participants ont eu du mal à citer des nouvelles ayant précisément trait au gouvernement fédéral.

OTAN (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

Les gens avaient peu entendu parler du sommet de l'OTAN, et encore moins de la question des dépenses militaires abordée à cette occasion. Invités à dire, après avoir reçu quelques éclaircissements, si le Canada devrait faire passer cette catégorie de dépenses à 2 % du PIB conformément à son engagement, les participants ont généralement répondu par la négative (sauf à St. John's).

La plupart étaient d'avis que le Canada a des problèmes plus importants à régler et n'a pas les moyens d'engager des dépenses qui s'annoncent élevées, au détriment d'autres priorités. Plusieurs participants étaient opposés à une hausse des dépenses militaires sur le principe, la jugeant incompatible avec le rôle de « gardien de la paix » du Canada. Quelques-uns, enfin, ne voyaient pas d'un bon œil que le Canada subisse des pressions de la part d'autres pays pour consacrer plus d'argent à la défense.

Du côté des participants en faveur d'une hausse, la majorité estimaient que le Canada doit honorer son engagement vis-à-vis de l'OTAN et faire sa part. Pour certains, il en va de l'intérêt même du Canada, non seulement sur le plan de la défense nationale, mais aussi pour rester en bons termes avec les pays de l'OTAN et éviter d'éventuels effets négatifs sur le commerce et la coopération économique. D'autres ont fait remarquer que l'accroissement des dépenses militaires pourrait bénéficier à l'économie locale et à l'emploi.

Qu'ils se soient montrés pour ou contre la hausse, les participants n'ont pas semblé fermement campés sur leurs positions. Certaines personnes qui n'y étaient pas favorables au départ se sont un peu ravisées au fil de la discussion, et beaucoup semblaient vouloir en savoir plus avant de fixer leur opinion.

Aide médicale à mourir (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

Ailleurs qu'au Québec, peu de participants étaient au courant de faits nouveaux survenus dans le dossier de l'aide médicale à mourir au Canada. Certains avaient vaguement entendu parler d'un recours judiciaire ou d'un « manque de cohérence entre les règles » appliquées au pays. Seuls

quelques répondants du groupe d'hommes de Chicoutimi savaient que des modifications à la loi pourraient prochainement élargir l'accès à l'aide médicale.

Priorités du gouvernement du Canada

Discours du Trône

Le niveau de notoriété du récent discours du Trône était extrêmement faible. Parmi la poignée de participants qui ont dit en savoir un peu à ce sujet lorsque la question leur a été posée, il a rarement été fait mention de priorités telles que les changements climatiques, les réductions d'impôts, les pipelines, les « enjeux Est-Ouest » et le régime d'assurance-médicaments. Certains ont eu des commentaires élogieux sur le ton du discours, qui leur paraissait juste, tandis que d'autres se sont montrés plus critiques, trouvant qu'il négligeait l'Ouest ou se contentait de répéter des engagements antérieurs. Dans la plupart des cas, toutefois, les répondants qui avaient connaissance du discours du Trône ne se souvenaient d'aucun détail et étaient neutres à son égard.

Priorités mentionnées de façon spontanée

Au chapitre des priorités que le gouvernement du Canada devrait adopter pour les deux prochaines années, aucun thème particulier ou série d'enjeux n'a suscité une forte convergence de vues. L'environnement, l'immigration et les questions économiques ont reçu le plus de mentions.

La plupart des groupes ont soulevé la question de l'environnement en lien avec les changements climatiques, faisant quelquefois référence à une « taxe sur le carbone ». L'immigration a fait figure de préoccupation dans le contexte de l'emploi, des dépenses du gouvernement, des réfugiés, des frontières et de la sécurité. Les questions économiques, souvent évoquées par les participants à titre d'enjeux locaux ou régionaux, ont englobé les emplois, les revenus, le coût de la vie, les impôts et les exportations. Parmi d'autres priorités régionales, la qualité de l'eau a interpellé les répondants de Thunder Bay, tandis que certains enjeux propres à l'Ouest, tels l'aliénation régionale et les pipelines, ont été évoqués à Calgary et à Kelowna.

Priorités choisies à partir d'une liste

Les participants de chaque groupe se sont vu remettre une liste de priorités tirées du discours du Trône sur laquelle ils devaient choisir les trois plus importantes à leurs yeux, en notant leur priorité absolue et tout élément de la liste que le gouvernement fédéral devrait, selon eux, laisser de côté.

En règle générale, dans la plupart des groupes, les priorités citées en tête comptaient l'accès universel à un médecin de famille, l'allègement fiscal de la classe moyenne, et l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments. De nettes différences régionales ont cependant été observées. Ainsi, l'élimination des avis sur la qualité de l'eau potable dans les réserves a été la priorité numéro un retenue à Thunder Bay et à Saskatoon et a fait partie des trois premiers choix à Kelowna. La conservation des océans et des terres tout comme la hausse du salaire minimum fédéral se sont vu accorder plus d'importance à St. John's que dans d'autres villes. Enfin, alors que la réduction des



impôts de la classe moyenne a largement été vue comme une priorité de premier plan à Calgary et à Kelowna, elle s'est retrouvée au bas de la liste à Thunder Bay.

Les participants jugeaient peu probable que le gouvernement fédéral parvienne à concrétiser sa liste de priorités dans les prochaines années. La plupart trouvaient cette liste « trop ambitieuse » ou « irréaliste ». Plusieurs des priorités individuelles leur paraissaient difficiles d'exécution, notamment les engagements visant à garantir l'accès universel à un médecin de famille, à établir un régime national d'assurance-médicaments, et à éliminer les avis sur la qualité de l'eau potable dans les réserves. Tout en reconnaissant l'importance de ces objectifs, de nombreux participants les croyaient trop complexes et trop compliqués, d'un point de vue pratique, pour que le gouvernement s'en occupe de manière efficace dans des délais aussi courts.

Le projet de bannir les fusils d'assaut a rencontré une opposition assez large chez les participants, qui estimaient cette mesure difficile à faire passer politiquement ainsi qu'à mettre en œuvre à bon escient si l'intention est de réduire les crimes à main armée et la violence en général. Plusieurs se méfiaient de voir le gouvernement empiéter sur les droits de citoyens respectueux des lois à la possession et à l'utilisation responsable d'armes à feu, y compris pour leur propre sécurité. Dans leur optique, l'interdiction des fusils d'assaut risquait d'être une première étape vers un resserrement des règles qui encadrent la possession des armes à feu. Même parmi les gens qui avaient accordé une grande priorité à cette mesure — comme ont eu tendance à le faire les répondants de l'Ontario —, beaucoup ont affirmé que les fusils d'assaut ne sont pas le fond du problème. Et d'après eux, leur interdiction n'empêchera pas que des armes illégales passent la frontière ou se retrouvent entre les mains de criminels. La plupart s'attendaient à ce que cette initiative se heurte à une vive opposition.

La réduction du coût des services de téléphonie cellulaire, bien que jugée pertinente par certains participants, a aussi soulevé pas mal d'opposition et s'est classée au dernier rang en termes d'importance. Le principal problème, d'ailleurs largement reconnu, était que le gouvernement n'a pas de rôle légitime à jouer dans la réglementation des prix fixés par les fournisseurs. La plupart des gens croyaient qu'il faut laisser le marché décider des prix (dans des conditions de concurrence) et que le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts sur des problèmes plus importants relevant de sa compétence.

L'imposition d'un « prix sur la pollution » n'a pas reçu grand appui, mais n'a pas non plus suscité beaucoup d'objections, et s'est retrouvée en milieu de liste. À noter que l'expression a laissé perplexes certains participants plus habitués à entendre parler d'une « taxe sur le carbone ». Comme en ont témoigné leurs commentaires, les participants étaient partagés sur cette priorité. Ils étaient aussi ambivalents au sujet du juste équilibre à atteindre entre les considérations environnementales et économiques et de la capacité pour le gouvernement fédéral d'instaurer efficacement un tel mécanisme. Par ailleurs, certains participants, en particulier ceux de Calgary, s'opposaient à ce que le gouvernement fédéral impose un système de tarification de la pollution aux provinces.



Enjeux locaux (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

Les participants des quatre villes ont relevé le besoin d'investir davantage dans les infrastructures — notamment le réseau routier et le transport en commun — ainsi que dans les services de santé et les mesures de soutien aux populations vulnérables.

Les défis associés aux mutations démographiques ont également retenu l'attention, avec certaines variantes entre les lieux. À Brampton, le boum démographique a été désigné comme un enjeu central qui crée de gros problèmes sur le plan de la circulation et du transport, et qui s'accompagne d'un développement urbain jugé trop rapide et mal planifié. Dans les villes de taille plus modeste, le vieillissement de la population était un motif de préoccupation courant, en raison des pressions qu'il exerce sur le système de santé et les programmes sociaux tout en réduisant les recettes fiscales. À Chicoutimi, la pénurie de main-d'œuvre pour l'industrie locale a été mise sur le compte du vieillissement et du déclin de la population.

Les participants des plus petites collectivités ont signalé des changements survenus dans le secteur industriel, et les perturbations et difficultés qui en résultent sur le plan de l'emploi. La pauvreté et les problèmes sociaux sont venus en tête des préoccupations à Thunder Bay et à St. John's, tout comme la question de la sécurité de l'approvisionnement en eau. À Thunder Bay, la criminalité et les inégalités auxquelles se heurte la population autochtone locale suscitaient également de vives inquiétudes.

Les investissements du gouvernement fédéral étaient peu présents à l'esprit des participants, tous groupes confondus.

Désaffection de l'Ouest (Saskatoon, Calgary, Kelowna)

Relation fédérale-provinciale — Exercice

On a demandé aux participants des groupes de l'Ouest d'écrire les mots ou les phrases qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation entre le gouvernement du Canada et leur province. Toutes les descriptions étaient généralement négatives ou suggéraient un certain degré de friction ou de discordance; elles portaient essentiellement sur quelques dynamiques et descriptions clés (il convient de souligner que l'utilisation du terme *choix* n'a pas été suggérée).

Trouble : Les participants ont largement utilisé des termes comme : *fracturée, tendue, déconnectée, dysfonctionnelle* pour décrire la relation et, à Calgary, le mot *séparation* a été prononcé.

Stérile : La plupart avaient l'impression que la dynamique actuelle est *polarisée, immature et adverse*, et qu'elle se *caractérise par des prises de bec, la rhétorique, l'incompréhension et le manque de compromis*.

Manque de confiance : Plusieurs ont souligné que les deux parties devaient être tenues responsables d'entretenir une relation *dépourvue de bonne volonté*, qu'ils ont décrite en employant des termes comme *animosité, hostile, inamicale, détestable, cupide et malhonnête*.



Injuste : Les participants estimaient clairement que leur propre province était *traitée injustement*, donnant lieu à leur *frustration* et à leur *déception*, ainsi qu'au sentiment d'être *incompris, négligés, exclus, ignorés, utilisés et d'occuper un second rang*.

La plupart pensaient qu'il est important d'abandonner la dynamique actuelle et ont précisé que le gouvernement fédéral devrait faire beaucoup plus pour assumer son leadership, en étant plus présent et plus visible dans leur province, en s'efforçant d'écouter et de comprendre leur point de vue et en faisant preuve d'une meilleure collaboration et d'une plus grande réceptivité. Les participants ont indiqué qu'ils souhaitaient mieux connaître la situation d'ensemble et savoir ce que réalise le gouvernement du Canada pour les provinces de l'Ouest.

La plupart ont également indiqué qu'ils aimeraient voir des efforts concrets sur des enjeux spécifiques qui revêtent de l'importance pour leur province, notamment : le réexamen des paiements de péréquation en Alberta et le fait de contribuer à la transition de l'économie de la province vers des secteurs d'activités durables et riches en emplois; l'amorce d'une nouvelle réflexion sur l'immigration et l'importance de favoriser « le Canada d'abord »; la multiplication des efforts pour aider les peuples et collectivités autochtones à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés; une meilleure collaboration avec les provinces sur l'élimination des barrières commerciales interprovinciales et internationales.

Prolongement du réseau Trans Mountain (TMX)

Une confusion généralisée ainsi qu'un manque de connaissances sur l'état d'avancement du projet d'agrandissement du réseau Trans Mountain ont été constatés, même à Calgary. Plusieurs ne savaient pas si la construction avait débuté ou même si une décision finale avait été prise quant au fait d'aller de l'avant. Peu de participants étaient d'avis que le pipeline serait construit à temps, en raison de la complexité et de l'envergure du projet, mais surtout à cause de tous les problèmes, inquiétudes et obstacles auxquels il donne lieu, notamment une opposition sur de nombreux fronts. Plusieurs ont indiqué qu'ils étaient préoccupés par le manque de consultation et le risque que la qualité de la construction soit compromise, reconnaissant la légitimité de certaines préoccupations et l'importance de procéder correctement, même si cela demande plus de temps. Une personne était d'avis que le pipeline serait construit à temps, parce qu'il doit générer des revenus. Un certain nombre de participants ont spontanément manifesté leur appui envers le projet.

Projets de loi C-69 et C-48

Peu de participants connaissaient ces projets par leur nom. Après avoir pris connaissance de la description, un certain nombre de personnes pensaient avoir entendu quelque chose à leur sujet ou supposé simplement que des mesures et exigences de ce type étaient déjà en place.

La plupart étaient en mesure de comprendre les arguments en faveur et contre chacun de ces projets de loi. Plusieurs ont reconnu l'importance de protéger l'environnement, surtout les cours d'eau, lors de la construction d'oléoducs et du transport de pétrole par des navires qui longent la côte.



En ce qui a trait au projet de loi C-69, plusieurs ont concédé qu'il était important de consulter les collectivités locales et de respecter leurs préoccupations. Parallèlement, d'autres craignaient l'enlèvement et une incapacité à aller de l'avant avec des projets indispensables pour l'économie.

De même, en ce qui concerne le projet de loi C-48, les participants avaient tendance à soutenir la protection environnementale en principe, mais plusieurs se demandaient si la réglementation fonctionnerait dans la pratique ou si l'industrie trouverait simplement un moyen de la contourner.

Reconnaissant les pour et les contre de chacun de ces deux projets de loi, la plupart des participants ont toutefois indiqué qu'ils avaient besoin de plus d'informations avant de se prononcer sur le fait d'aller de l'avant et sur l'efficacité de ces projets de loi à assurer la mise en place des mesures de protection pour lesquels ils ont été prévus, tout en soutenant une activité économique nécessaire. Les participants souhaitaient en apprendre davantage, notamment les coûts qu'ils impliquent, la mise en œuvre de ces projets de loi et leur incidence sur la création d'emplois. Peu de participants ont dit avoir bon espoir que le gouvernement trouve un juste équilibre.

Paiements de péréquation

La connaissance des termes « paiements de péréquation » était très élevée à Calgary, alors qu'elle l'était beaucoup moins à Saskatoon et à Kelowna. Seuls quelques participants ont été en mesure de décrire avec un quelconque degré de précision ou de confiance comment le système de péréquation fonctionne au Canada. Un certain nombre de participants des groupes de Calgary, et d'ailleurs au pays, se sont dits convaincus que cette entente était injuste pour les provinces de l'Ouest, surtout pour l'Alberta qui, selon eux, verse beaucoup plus qu'elle ne retire, au profit de ses homologues du Centre et de l'Est du Canada.

Plusieurs ne savaient pas si le système devait être modifié, attribuant cette méconnaissance à un manque de compréhension du modèle en vigueur. Les participants de Calgary qui ont exprimé une opinion à ce sujet avaient tendance à critiquer le système actuel et à soutenir un certain allègement pour l'Alberta, ne serait-ce que temporairement. Toutefois, rares sont ceux qui ont fait valoir un point de vue particulièrement bien forgé sur le sujet, en raison d'une méconnaissance admise et de la complexité de la question, laquelle est devenue de plus en plus politisée ces dernières années. Les opinions négatives les plus fortes ont été exprimées par les participants masculins du groupe de Kelowna qui étaient d'avis que, de manière générale, la région de l'Ouest est pénalisée.

En raison du manque de connaissances détaillées sur le fonctionnement du système de péréquation, les participants n'ont formulé aucune suggestion concrète sur les modifications ou améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

Dans la plupart des groupes, très peu de participants étaient au courant de cet enjeu. La sensibilisation était la plus élevée à Calgary et la plus faible à Saskatoon. La plupart n'en connaissaient pas les détails, mais étaient d'avis que cela faisait partie d'un différend commercial et diplomatique plus large entre le Canada et la Chine. Personne ne connaissait l'impact de ce boycottage à l'échelle régionale ni la réaction du gouvernement fédéral en réponse à cette question.



Dans un souci de clarté, des renseignements généraux ont été fournis à tous les groupes et on leur a ensuite demandé d'examiner trois possibilités de réponse, de la part du gouvernement du Canada :

- faire des concessions, de façon à rétablir les exportations de canola canadien vers la Chine;
- exercer des représailles contre la Chine en imposant nos propres sanctions sur leurs produits;
- continuer de soutenir financièrement les agriculteurs, tout en tentant de négocier avec la Chine et de trouver une solution qui ne comprend ni concessions ni représailles.

La plupart ont répondu que le Canada devrait tenter de négocier, sans envisager de représailles ou de concessions, tout en continuant d'aider les agriculteurs. Dans une large mesure, cette approche semblait la plus raisonnable, la plus constructive et la plus « canadienne » pour régler ce problème.

Certains étaient d'avis qu'il pourrait s'avérer judicieux de consentir à des compromis, selon ce que ceux-ci impliquent, étant donné la taille du marché chinois et l'importance du rôle de partenaire commercial que joue la Chine pour le Canada. Plusieurs pensaient toutefois que la Chine tirerait profit de toute capitulation. Les rares personnes qui, dans certains groupes, se sont montrées en faveur de représailles ont fait face à l'opposition de ceux qui pensaient que cette approche serait contre-productive et qu'elle ne mènerait qu'à une escalade du conflit et à la prise de mesures de contre-rétorsion par la Chine.

Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux touchant spécifiquement l'Ouest du Canada qui ont été discutés — le prolongement du réseau Trans Mountain, les projets de loi C-69 et C-48, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine —, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

Dans la plupart des groupes, il a été convenu presque à l'unanimité que le réseau Trans Mountain et sa construction devraient constituer une priorité absolue pour le gouvernement fédéral, étant donné l'importance du projet pour l'économie régionale et la création d'emplois. Plusieurs participants pensaient aussi que le projet de loi C-69 jouait un rôle de premier plan pour la mise en œuvre de ce projet et qu'il était donc également important. Le seul groupe marginal a été celui des femmes de Kelowna, dont les préoccupations environnementales étaient plus élevées et au sein duquel plusieurs pensaient qu'il serait préférable de résoudre le boycottage du canola par la Chine ou de négocier une meilleure entente pour l'Ouest, en ce qui a trait à la péréquation.



Mine Frontier (Calgary)

En majorité, les participants n'avaient jamais entendu parler de la Mine Frontier auparavant. Après leur avoir fourni une description et demandé si le gouvernement fédéral devait accorder son approbation, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, dans la mesure où des règlements suffisants sont en place pour assurer une surveillance et l'application des lois du gouvernement, outre l'assurance donnée par la compagnie de protéger l'environnement. Les participants étaient d'avis qu'il faut exiger de l'entreprise qu'elle s'engage à mettre en œuvre un vaste éventail de mesures de précaution et de protection environnementale, en plus de garantir des emplois pour les Albertains.

Plusieurs croyaient que les coûts environnementaux de ce projet pourraient être compensés par la mise en place de mesures réfléchies. Après avoir donné l'assurance aux participants que c'est en effet ce qui est prévu et que les coûts seront assumés par l'industrie, certains ont déclaré avoir moins de réticence à l'égard du projet. Toutefois, lorsqu'on a informé les participants que certains experts mettaient en doute le fait que la mine soit en mesure de générer des revenus suffisants pour justifier les coûts de sa construction, plusieurs ont affiché une certaine méfiance vis-à-vis du projet, principalement des femmes. Globalement, si certains participants s'opposaient au projet ou avaient adopté une position ambivalente, la plupart pensaient que celui-ci devrait aller de l'avant, dans la mesure où il s'accompagne des règlements, des conditions, des technologies et des investissements appropriés pour préserver l'environnement et minimiser les dommages, tout en s'assurant que les emplois et les bénéfices reviennent à la province.

Environnement

Notoriété spontanée

Les nouvelles environnementales les plus couramment citées de façon spontanée concernaient le réchauffement de la planète et les changements climatiques, notamment leurs effets sur les glaciers, les calottes glaciaires et les ours polaires. Les participants ont également mentionné plusieurs problèmes connexes comme les feux de forêt, la sécheresse, la montée des océans et la disparition des récifs de corail. La « taxe sur le carbone » a reçu quelques mentions, de même que Greta Thunberg et sa récente nomination à titre de personnalité de l'année par le magazine Time. Entre autres enjeux non liés aux changements climatiques, la pollution par le plastique et l'interdiction des plastiques à usage unique ont été mentionnées dans quelques groupes.

Sensibilisation aux mesures du gouvernement du Canada

Les participants n'étaient guère au courant d'initiatives environnementales récentes lancées par le gouvernement du Canada, et la plupart n'étaient pas en mesure d'en citer spontanément. Parmi les mesures évoquées, la « taxe sur le carbone » et l'interdiction des plastiques à usage unique ont dominé. Il y a également eu quelques mentions des rabais pour l'achat de voitures électriques, du conflit fédéral-provincial sur les pipelines et de la tarification de la pollution.

Accord de Paris

La plupart des gens n'avaient pas entendu parler de l'Accord de Paris. Parmi ceux qui en avaient connaissance, certains ont pu expliquer qu'il s'agissait d'un contrat mondial visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais personne n'a pu fournir de détails sur les cibles de réduction que le Canada s'est engagé à atteindre d'ici 2030.

Après avoir reçu quelques informations concernant l'Accord, les participants ont exprimé des avis assez partagés sur la question de savoir si le Canada atteindrait ou non ses cibles. Ceux qui en doutaient ont évoqué une foule d'obstacles : la complaisance du public, la difficile tâche de transformer notre économie et de faire les sacrifices et les investissements nécessaires; mais aussi les divisions politiques, l'opposition des milieux d'affaires, ainsi que le manque de volonté politique de la part du gouvernement canadien et de mesures concrètes de la part d'autres pays.

Certains participants ont évalué de façon plus positive les progrès réalisés jusqu'à présent, mais peu jugeaient le Canada en voie d'atteindre ses cibles. Malgré les différences de vue sur l'issue de la démarche ou sur le réalisme des cibles de Paris, la plupart des gens ont reconnu que celles-ci jouent un rôle important en établissant un objectif concret vers lequel tendre, et que le Canada et les autres pays doivent en faire davantage pour réduire leurs émissions.

Sans être très sûrs d'eux, les participants ont souvent tenu pour probable que les cibles de Paris constituent une bonne mesure des progrès, puisqu'un grand nombre de pays les ont approuvées. Lorsqu'on les a invités à proposer d'autres indicateurs, beaucoup ont hésité, mais certains ont formulé une modeste série de suggestions : des changements de comportement avérés au chapitre du recyclage et de la réduction des déchets; des améliorations touchant à la santé des espèces sauvages, des océans et des forêts; la publication de données et de rapports scientifiques; enfin, des investissements accrus dans les technologies, les énergies et les infrastructures vertes, ainsi que des activités telles que la plantation d'arbres.

Au sujet des actions menées par le Canada dans la lutte contre les changements climatiques, peu de participants ont pu citer des mesures précises. L'imposition d'une « taxe sur le carbone » et le projet d'interdiction des plastiques à usage unique ont été les réponses les plus couramment données. Il a aussi été question de la réglementation plus stricte des émissions industrielles, d'investissements dans les énergies vertes et le recyclage, de rabais pour l'achat de véhicules électriques et d'investissements dans les bornes et les infrastructures de recharge.

Les participants ont été nombreux à souligner l'importance d'en faire plus, qu'il s'agisse de campagnes d'information et de mesures incitatives destinées au public, de lois et de règlements plus sévères qui obligent les entreprises à agir, ou encore d'investissements accrus consacrés aux technologies, aux énergies de remplacement ainsi qu'aux produits et aux initiatives durables. Beaucoup ont également appelé de leurs vœux un leadership plus fort de la part de tous les ordres de gouvernement afin de mieux collaborer à la réduction des émissions. Seules quelques personnes ont mentionné une tarification de la pollution ou une « taxe sur le carbone ».



Réduction des GES et pipelines

Les participants ont été divisés sur la question de savoir si le Canada peut prendre des mesures efficaces pour lutter contre les changements climatiques tout en soutenant son industrie pétrolière et gazière par la construction de l'oléoduc Trans Mountain. Malgré une certaine ambivalence, beaucoup se sont finalement rangés à l'avis que les deux objectifs peuvent être menés de front moyennant un juste équilibre. De nombreux participants trouvaient même souhaitable d'agir ainsi, dans l'immédiat, afin de protéger notre économie et réaliser les investissements voulus pour remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie durables, à plus long terme. La plupart considéraient cette transition comme un processus. La majorité des répondants de Thunder Bay et de Chicoutimi ont fini par se rallier à cette approche, plébiscitée par tous les participants des groupes de Calgary et du groupe d'hommes de Kelowna.

D'autres participants s'y sont toutefois montrés moins favorables, voire hostiles. La lutte contre les changements climatiques et la construction de pipelines leur semblaient foncièrement incompatibles, et le feu vert donné au pipeline leur paraissait passer sous silence le caractère réel et urgent de la crise climatique. Les groupes de toutes les villes hormis Calgary ont compté au moins quelques participants qui n'appuyaient pas le projet de construction de l'oléoduc Trans Mountain, et quelques autres qui y étaient indifférents ou voulaient des précisions sur l'impact du pipeline et sur les efforts et les investissements visant à atténuer ses effets négatifs sur le réchauffement planétaire. À Brampton, la plupart des participants étaient indécis ou opposés à la décision du gouvernement de construire le pipeline. À St. John's et dans le groupe de femmes de Kelowna, les participants étaient partagés.

Économie circulaire (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Kelowna)

Peu de participants connaissaient l'expression « économie circulaire », mais la plupart connaissaient le concept ou l'ont rapidement saisi après quelques mots d'explication.

Toutes villes et tous groupes confondus, les participants ont appuyé sans réserve cette façon de faire des affaires, qu'ils ont qualifiée de « bonne idée » et d'approche « sensée ». La plupart estimaient qu'ils participent déjà à l'économie circulaire dans une certaine mesure, citant à l'appui quantité d'exemples comme le recyclage, le choix de dépenser un peu plus pour se procurer des biens de meilleure qualité et plus durables, ainsi que l'achat d'articles d'occasion, remis à neuf ou faits de matières recyclées. Beaucoup ont mentionné le caractère « satisfaisant » de ce genre d'achats, qui leur semblent bons pour l'environnement, puisqu'ils réduisent les déchets et prolongent la vie de produits existants, tout en permettant d'économiser.

Bien que très en faveur d'une « économie circulaire » et n'ayant aucune peine à citer des exemples de sa présence sur le marché et dans leur vie, la plupart des participants étaient également d'avis que tout le monde doit en faire plus et que des obstacles importants entravent son adoption généralisée. Ils ont pointé du doigt de fortes tendances contraires, à l'œuvre chez les entreprises et les consommateurs, dont témoignent la production et la consommation croissantes de produits bon marché jetables ainsi que le suremballage des articles de détail, le gaspillage alimentaire et la prolifération des plastiques à usage unique. Les participants ont reproché aux entreprises de rechercher les profits au détriment de



l'environnement. Ils ont reproché aux consommateurs (eux-mêmes y compris) d'être complaisants et de faire passer la commodité et les gains à court terme avant la responsabilité sociale. Enfin, ils ont reproché aux gouvernements un manque de leadership et de volonté politique pour adopter des règlements et pénalités plus stricts qui seraient porteurs de changements.

Les participants étaient majoritairement d'accord pour dire que les entreprises doivent participer à l'industrie circulaire et qu'elles doivent non seulement en faire plus pour réduire les déchets à tous les niveaux, mais y être tenues par le gouvernement.

Le projet d'interdiction des plastiques à usage unique a été vu comme une heureuse initiative de la part du gouvernement fédéral, et de nombreux participants ont reconnu les progrès réalisés, à bien des égards, dans l'adoption d'une économie plus circulaire. Cela dit, la plupart des gens trouvaient qu'on est loin d'en avoir fait assez pour adopter une approche que tous jugeaient très pertinente pour protéger l'environnement.

Beaucoup ont convenu que le gouvernement du Canada peut et doit agir davantage pour encourager la participation du public. Mais ils ont aussi réclamé des gestes concrets sous la forme de lois, de règlements, de pénalités et d'incitatifs qui susciteront le type de changements dont le caractère nécessaire était admis de tous.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Résultats détaillés

Nouvelles du gouvernement du Canada (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna)

Les participants n'étaient guère au courant des nouvelles du gouvernement du Canada, même celles qui faisaient la manchette au moment de la tenue des groupes, comme le discours du Trône, le sommet de l'OTAN ou la signature de l'ACEUM. Aucune question ou thématique ne s'est démarquée par son importance pour les participants des différentes villes. En fait, nombre d'entre eux ont eu du mal à citer des nouvelles récentes, soit parce qu'ils n'y avaient pas été attentifs, soit parce que la couverture politique et les débats « polarisés » avaient éclipsé d'autres nouvelles du gouvernement fédéral dans les médias. En règle générale, chaque groupe comptait un ou deux participants très au fait de l'actualité, alors que les autres avaient tendance à soulever des sujets d'ordre plus général, le cas échéant.

Parmi les nouvelles qui ont reçu de multiples mentions, les plus courantes étaient de nature politique. Elles avaient trait à la récente élection, notamment la formation d'un gouvernement minoritaire, le remaniement du Cabinet, l'élection d'un nouveau président de la Chambre des communes et la démission du chef de l'opposition. La plupart des groupes ont évoqué la situation de l'Ouest et les relations tendues entre le gouvernement fédéral et l'Alberta, ou entre l'Alberta et d'autres provinces; certains participants des groupes de l'Ouest ont signalé l'indifférence manifestée envers leur région et le parti pris apparent en faveur du Centre ou de l'Est du Canada, surtout le Québec. Les paiements de péréquation ont aussi reçu quelques mentions spontanées à Calgary et à Saskatoon.

En ce qui concerne les nouvelles touchant aux politiques et aux programmes, la légalisation du cannabis et les inquiétudes à l'égard du « vapotage » ont été mentionnées dans plusieurs groupes. Les changements climatiques ont également fait partie des nouvelles récentes du gouvernement fédéral citées dans toutes les villes sauf St. John's et Chicoutimi. Une poignée de participants de Brampton et des groupes de l'Ouest ont évoqué une « taxe sur le carbone », le plus souvent dans le contexte des controverses qu'elle a suscitées, de l'opposition des provinces au système fédéral de tarification de la pollution, ou des « majorations tarifaires prévues ».

Les enjeux autochtones ont également retenu l'attention. À Thunder Bay, il a été question du processus de réconciliation et de l'apparent désintérêt à l'égard des Premières nations; à Saskatoon, des problèmes d'eau potable dans les réserves; et à St. John's, des séquelles des pensionnats et de l'opposition aux pipelines. Les pipelines — la controverse et l'opposition entourant leur construction —

ont aussi été mentionnés à Brampton et à Kelowna. Quelques groupes ont fait allusion à l'immigration, envisagée essentiellement comme un problème.

Dans l'ensemble des groupes, plusieurs commentaires ont porté sur des enjeux internationaux, notamment le différend commercial et diplomatique avec la Chine, l'« ALENA » ou le « nouvel accord de l'ALENA », ainsi que le sommet de l'OTAN, en particulier l'incident du micro ouvert et les relations entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis.

OTAN (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

Très peu de participants avaient entendu parler du récent sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) tenu à Londres, exception faite de l'incident du micro ouvert, et pratiquement aucun n'était au courant de la discussion qui en a découlé sur les dépenses militaires du Canada. Un nombre élevé de participants, et surtout de participantes, ne connaissaient pas l'OTAN ni son rôle.

En guise de contexte, les renseignements suivants ont été fournis aux groupes :

« Plusieurs membres de l'OTAN, dont les États-Unis, ont récemment déclaré que tous les membres de l'OTAN doivent consacrer 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) annuel à leurs dépenses militaires afin que l'alliance militaire soit prête à réagir à toute menace éventuelle. Le Canada dépense actuellement 1,3 % de son PIB en dépenses militaires et est l'un des 19 pays de l'OTAN qui n'atteignent pas cet objectif. »

Les participants ont ensuite été invités à répondre à cette question :

« Reconnaissant qu'une augmentation des dépenses militaires pourrait nécessiter une diminution des dépenses consacrées à d'autres priorités, pensez-vous que le Canada devrait s'engager à augmenter ses dépenses militaires pour atteindre cet objectif? »

Les réponses ont quelque peu varié en fonction du lieu. À Brampton et à Chicoutimi, l'idée d'accroître les dépenses militaires du Canada afin d'atteindre l'objectif cité a recueilli peu d'appuis, tandis qu'à Thunder Bay, certains hommes s'y sont montrés favorables. Les groupes de St. John's ont manifesté un soutien plus marqué au projet : près de la moitié des femmes étaient pour, et la plupart des hommes ont indiqué que le Canada devrait augmenter le ratio de ses dépenses militaires à 2 %.

Les répondants qui étaient opposés à cette hausse ont invoqué diverses raisons. La plupart étaient d'avis que le Canada a des priorités plus importantes et ne peut se permettre une augmentation présumément coûteuse pour les contribuables et qui se ferait aux dépens d'investissements consacrés aux programmes sociaux, à la réduction de la dette et du déficit, à la santé, à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques. À St. John's, les quelques détracteurs de la hausse craignaient d'éventuelles compressions dans les programmes sociaux de la province et l'impact que cela aurait sur les familles en difficulté. À Chicoutimi, les participants voyaient l'environnement comme un secteur sensible risquant de pâtir des compromis qu'implique une hausse des dépenses en matière de défense. Au-delà de la question des coûts et des compromis, les participants de plusieurs villes



croyaient qu'un accroissement de ces dépenses est mauvais en principe et qu'il va à l'encontre du rôle de « gardien de la paix » du Canada. Certains étaient intimement convaincus que l'augmentation des dépenses militaires alimente les conflits mondiaux, et d'autres n'aimaient pas l'idée que le Canada subisse des pressions externes en ce domaine.

Chez les répondants qui étaient favorables à une hausse, la plupart estimaient que le Canada doit honorer son engagement envers l'OTAN et faire sa part. De l'avis de certains, cet investissement est important pour la sécurité nationale du pays. Ainsi, un participant a fait allusion au problème de la Corée du Nord et un autre a mentionné « la perte des États-Unis comme allié fiable ». Tous deux ont conclu que le Canada doit en faire plus pour protéger ses propres intérêts, ce qui a suscité une certaine approbation. D'autres redoutaient qu'en ne respectant pas son engagement, le Canada s'expose à des pénalités ou des mesures de rétorsion de la part d'autres pays membres de l'OTAN, lesquelles pourraient nuire au commerce et à la coopération économique. Un petit nombre de participants de Thunder Bay ont émis l'hypothèse qu'une hausse des dépenses militaires du gouvernement fédéral pourrait être avantageuse pour l'économie locale et l'emploi.

Dans la généralité des cas, les opinions de part et d'autre n'étaient pas tranchées. Une bonne partie des commentaires sur le sujet ont d'ailleurs pris la forme de questions. Maints participants voulaient en savoir plus sur l'OTAN et le PIB, par exemple, pour mieux comprendre la situation et les montants d'argent à fournir. La plupart des gens s'interrogeaient sur les sommes en jeu, supposant ces sommes importantes, mais sans en être tout à fait sûrs. Certains se sont demandé si le Canada doit réellement majorer son investissement et qui a établi l'objectif de 2 %. Beaucoup se sont demandé d'où viendrait l'argent. Parmi les participants enclins à rejeter la hausse, certains ont fléchi et concédé que le Canada pourrait investir un peu plus, sans toutefois atteindre les 2 %, pourvu que cela ne coûte pas trop cher et que cela n'affecte pas les montants dévolus à d'autres priorités nationales. Bien des participants semblaient vouloir obtenir plus d'informations avant d'arrêter leur opinion.

Aide médicale à mourir (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

La légalisation de l'aide médicale à mourir au Canada était largement, mais pas systématiquement, connue des participants. Ailleurs qu'à Chicoutimi, peu de gens étaient au courant de la récente décision judiciaire rendue au Québec, voulant que les lois tant québécoise que canadienne sur l'aide à mourir soient trop restrictives. Certains participants se rappelaient vaguement avoir entendu des nouvelles à ce sujet dernièrement. Plusieurs ont évoqué une poursuite judiciaire ou un « manque de cohérence dans les règles », sans toutefois être en mesure de fournir de détails. Le groupe d'hommes de Chicoutimi a fait figure d'exception à cet égard. La plupart des répondants de ce groupe avaient entendu parler d'un changement proposé à la loi qui rendrait l'aide médicale à mourir plus accessible en éliminant certaines restrictions actuelles. Dans les deux groupes de Chicoutimi, plusieurs participants ont également dit avoir entendu parler d'une « prolongation du délai nécessaire » pour accéder à l'aide médicale à mourir, mais peu étaient en mesure d'apporter des précisions.

Priorités du gouvernement du Canada (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna)

Discours du Trône

Le discours du Trône n'a fait l'objet d'aucune mention spontanée au cours de la discussion portant sur les nouvelles du gouvernement du Canada. Lorsque la question a été posée plus explicitement, de rares participants ont dit avoir lu, vu ou entendu quelque chose à ce sujet. Précisons que le concept de discours du Trône était inconnu de certaines personnes.

Parmi les participants qui en avaient connaissance, seuls quelques-uns ont pu donner des précisions sur son contenu, évoquant les changements climatiques, les réductions d'impôts, les pipelines, les « relations Est-Ouest » et le régime d'assurance-médicaments. Deux participantes de Kelowna ont dit avoir vu des reportages favorables qui saluaient le « ton humble » du discours et son ambition de « construire des ponts » ou de « travailler ensemble ». Quelques personnes ont été neutres ou n'avaient pas grand-chose à dire, tandis que d'autres ont critiqué le discours ou en ont fait peu de cas. Deux participants de Thunder Bay étaient d'avis qu'il n'avait pas traité adéquatement des enjeux propres à l'Ouest.

Priorités mentionnées spontanément

Les priorités que le gouvernement fédéral devrait adopter n'ont pas fait consensus d'un groupe et d'une ville à l'autre. Les plus couramment citées avaient trait à l'environnement, à l'immigration et aux questions économiques.

Les priorités environnementales ont souvent été axées sur la lutte contre les changements climatiques et la nécessaire transition vers une économie plus durable. La « taxe sur le carbone » et la pollution ont suscité quelques mentions de nature générale. Ces questions ont été soulevées dans la plupart des groupes, mais elles ont été particulièrement fréquentes à Chicoutimi et dans le groupe de femmes de Kelowna.

Au chapitre de l'immigration, les répondants qui ont vu dans cet enjeu une priorité trouvaient les niveaux d'immigration excessifs et souhaitaient que le gouvernement fédéral renforce la sécurité à la frontière et s'occupe davantage d'aider les résidents actuels du Canada. Ce type de commentaires, réitérés dans plusieurs groupes et villes, étaient alimentés par certaines perceptions voulant que les nouveaux arrivants soient avantagés sur le plan de l'emploi local, que des fonds publics soient

redirigés vers les immigrants et les réfugiés au lieu de soutenir d'autres Canadiens vulnérables, et que les immigrants et réfugiés représentent un risque pour la sécurité.

Les considérations économiques étaient également assez présentes à l'esprit des participants, en particulier ceux de l'Ouest. À Calgary, il a été question d'emploi, de formation reliée à l'emploi et de recyclage professionnel, ainsi que de la nécessité de construire des pipelines. À Saskatoon, les participants se sont dits inquiets de la faiblesse des revenus et du coût élevé de la vie, surtout dans le Nord, et ont appelé de leurs vœux une aide accrue pour le logement, les études postsecondaires, les dépenses alimentaires ainsi que dans le domaine de la santé mentale et des dépendances, que beaucoup ont associées à la pauvreté. À Kelowna, le groupe d'hommes a insisté sur le développement de l'économie, de l'emploi et des exportations ainsi que sur la réduction du fardeau fiscal. Tant à Kelowna qu'à Thunder Bay, les participants souhaitaient que le gouvernement fédéral soutienne la croissance du secteur du raffinage et de la transformation des ressources naturelles avant l'exportation.

Parmi d'autres enjeux cités, les participants de Thunder Bay estimaient que le gouvernement fédéral doit en faire plus pour améliorer la qualité de leur approvisionnement en eau. À Calgary et à Kelowna, l'importance d'être attentif aux problèmes de l'Ouest et à l'unité nationale a été soulignée.

Exercice sur les priorités

Tous les groupes se sont vu remettre une liste des priorités que le gouvernement du Canada s'est engagé à réaliser dans le récent discours du Trône. Les participants devaient repérer les trois priorités qui leur semblaient les plus importantes personnellement, en indiquant leur premier choix, et signaler tout élément de la liste que le gouvernement devrait laisser de côté.

La liste de priorités se lisait comme suit :

- Bannir toutes les armes d'assaut au Canada
- Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d'ici 2025
- Éliminer tous les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières nations d'ici 2021
- S'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille
- Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure
- Mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance
- Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure
- Réduire les impôts de la classe moyenne
- Planter 2 milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air
- Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050 (groupes de l'Ouest seulement)

À la suite de l'exercice, les participants ont été invités à faire part de leurs choix et à les commenter. Les groupes ont ensuite abordé la question de savoir si le gouvernement serait en mesure de réaliser toutes ces priorités dans les prochaines années et lesquelles, le cas échéant, poseraient le plus de difficulté. Ils devaient aussi expliquer comment ils détermineraient si le gouvernement prend effectivement des mesures pour réaliser ces priorités.

Interrogés sur la capacité du gouvernement à s'acquitter des priorités de la liste au cours des prochaines années, les participants ont estimé le succès improbable. De l'avis général, la liste est longue et comporte de nombreuses priorités jugées complexes, que ce soit sur le plan pratique ou politique.

Les résultats détaillés des discussions figurent ci-dessous. Les priorités sont traitées par ordre d'importance, en fonction du nombre de répondants qui les ont incluses dans leurs trois premiers choix.

S'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille

Bien que les participants n'aient pas spontanément cité l'accès aux médecins de famille lors de la discussion portant sur les priorités du gouvernement du Canada, ils ont considéré cet élément de la liste comme la priorité numéro un. Cet enjeu a été de loin le plus couramment retenu parmi les trois premiers choix *ainsi qu'à* titre de priorité absolue, et ce, en proportion égale chez les hommes et chez les femmes.

À Chicoutimi et à St. John's, en particulier, les participants ont massivement priorisé l'accès universel à un médecin de famille, tandis que les répondants d'autres villes l'ont classé au premier ou au deuxième rang de la liste. Les groupes de Saskatoon ont fait exception à la règle en attribuant plus d'importance à d'autres priorités, notamment la salubrité de l'eau dans les réserves.

De nombreux participants ont justifié leur choix en évoquant les difficultés qu'ils avaient rencontrées personnellement, ou que des proches avaient rencontrées, pour trouver un médecin. Ils ont mentionné la surutilisation des cliniques sans rendez-vous et des services d'urgence, qui entraîne un manque de suivi dans les soins et de longs délais. Les participants des petites villes étaient particulièrement interpellés par ce problème jugé endémique. Plusieurs résidents de Thunder Bay et de Chicoutimi ont évoqué les pressions accrues que le vieillissement de la population fait peser sur le système de santé, problème aggravé par le fait qu'un grand nombre de médecins de famille approchent eux-mêmes de l'âge de la retraite. À Thunder Bay, plusieurs personnes ont fait remarquer que la situation était spécialement catastrophique pour les membres des communautés autochtones.

Dans les grands centres de Calgary et de Brampton, plusieurs participants ont souligné l'importance de cette priorité pour les collectivités de plus petite taille ainsi que sa pertinence sociale pour les Canadiens en général. Dans les groupes de toutes les villes, il y a eu des participants pour dire que les soins de santé universels étaient une valeur canadienne fondamentale et que l'accès aux médecins était une condition préalable pour remplir cette promesse. Lorsqu'un participant de Brampton a fait remarquer qu'une bonne santé « amène tout le reste », tout le monde a été d'accord.



De l'avis général, il sera difficile pour le gouvernement du Canada de concrétiser cette priorité, car ce type d'objectif est « plus facile à dire qu'à faire ». Certains participants ont signalé le caractère persistant du problème en guise de preuve. D'autres ont soulevé des obstacles précis, par exemple le temps nécessaire à la formation de nouvelles cohortes de médecins, la difficulté qu'ont les nouveaux médecins immigrants à faire reconnaître leurs titres de compétences, les coûts publics associés à l'ajout de médecins et le manque d'écoles de médecine et de postes pour les futurs médecins. À Thunder Bay, de nombreuses personnes croyaient que les médecins ne veulent pas s'installer dans des communautés nordiques telles que la leur.

En ce qui concerne l'évaluation des mesures prises par le gouvernement pour réaliser cette priorité, la plupart des participants s'attendaient à pouvoir constater eux-mêmes les résultats, par exemple en trouvant un médecin de famille pour eux-mêmes et les membres de leur famille immédiate, en voyant davantage de cabinets de médecins annoncer qu'ils acceptent de nouveaux patients, en obtenant des rendez-vous plus rapidement et en attendant moins longtemps dans les cliniques sans rendez-vous et les salles d'urgence. Nombre d'entre eux croyaient aussi qu'ils en entendraient parler par des membres de la famille, des amis et des connaissances, les médias et le gouvernement.

Réduire les impôts de la classe moyenne

Comme pour l'accès aux médecins, la réduction du fardeau fiscal de la classe moyenne n'a pas d'emblée été mentionnée à titre de priorité. Cependant, lorsque les participants ont pris connaissance de la liste et considéré cet aspect, ils l'ont classé aux premiers rangs. Les totaux pour l'ensemble des groupes révèlent qu'il s'agit du deuxième élément le plus couramment retenu parmi les trois premiers choix des participants ainsi qu'à titre de priorité absolue, encore que l'accès aux médecins ait une nette longueur d'avance.

D'intéressants écarts régionaux ont cependant été observés. À Calgary et à Kelowna, les participants ont le plus souvent cité l'allègement fiscal parmi leurs trois premiers choix et à titre de priorité absolue. À Brampton, autant de gens ont signalé l'importance de réduire les impôts que celle d'améliorer l'accès aux médecins de famille, classant ces deux priorités en tête de liste. À St. John's et à Saskatoon, par contre, la réduction des impôts de la classe moyenne s'est retrouvée en milieu de liste, tandis qu'à Thunder Bay elle a figuré au bas de la liste, seuls deux répondants l'ayant incluse dans leurs trois premiers choix et personne ne l'ayant retenue à titre de grande priorité.

La plupart des participants qui accordaient une importance prioritaire aux réductions d'impôts les jugeaient avantageuses pour la classe moyenne, pour les entreprises, l'économie et les emplois, et pour le Canada, dans la mesure où elles mettent plus d'argent dans les poches de la majorité des Canadiens. Certaines personnes étaient d'avis qu'un allègement fiscal réduirait les inégalités, renforcerait la classe moyenne et aiderait la majorité des ménages à composer avec la hausse constante du coût de la vie; d'autres estimaient que la classe moyenne a tout simplement besoin d'un répit et qu'elle est trop imposée.

Les participants qui ne considéraient pas cet objectif comme une priorité, et même quelques-uns qui défendaient le point de vue contraire, ont émis des réserves sur les allègements fiscaux. Certains ont dit qu'on ne peut tout simplement pas se les permettre et que cette mesure, qui vise à gagner la



faveur populaire, ne fera guère de différence sur le plan individuel; en revanche, croyaient-ils, elle aura d'importantes répercussions négatives sur le gouvernement en réduisant ses recettes et les montants alloués à d'autres grandes priorités. À Brampton, où les réductions d'impôts étaient généralement vues d'un bon œil, certains participants craignaient qu'elles aient des effets non voulus sur la réduction du déficit et de la dette et sur les dépenses au titre des programmes sociaux. Cela dit, en tout, seuls quatre participants ont jugé que le gouvernement du Canada devrait renoncer à réduire les impôts de la classe moyenne — aucun d'eux dans les groupes de St. John's et un seul à Thunder Bay, où cet élément de la liste a rarement figuré parmi les grandes priorités.

Peu de participants croyaient que la réalisation de cette mesure poserait problème au gouvernement fédéral d'un point de vue pratique, car elle leur semblait claire et simple à exécuter. En revanche, quelques personnes ont fait valoir qu'une possible opposition politique pourrait causer des difficultés.

Pour ce qui est d'évaluer les mesures prises à l'appui de cette priorité, bon nombre de participants s'attendaient à remarquer personnellement les effets des réductions d'impôts, puisqu'ils auraient plus d'argent à leur disposition, en plus d'en entendre parler par les médias et le gouvernement.

Mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance

La mise en place d'un régime d'assurance-médicaments a aussi été couramment retenue parmi les trois premiers choix ainsi qu'à titre de priorité absolue, se classant dans les deux cas tout juste derrière les réductions d'impôts de la classe moyenne. Les participants de St. John's ont été nettement plus enclins que leurs pairs à faire de cet objectif une grande priorité, témoignant de leurs inquiétudes croissantes à l'égard du coût de la vie, des questions d'argent et du fardeau supplémentaire associé au coût élevé des médicaments.

Dans l'ensemble des villes et des groupes, les participants qui attribuaient une priorité élevée à l'assurance-médicaments ont signalé le caractère essentiel de ces produits dans les soins de santé et l'importance de les rendre accessibles aux personnes qui en ont le plus besoin. Certains participants ont affirmé que l'assurance-médicaments leur serait personnellement utile, car ils n'avaient pas de couverture. Mais aux yeux de la plupart des gens, c'était surtout une question d'équité et de souci des autres — les membres de la famille, les amis ou les « travailleurs » à faible revenu qui ont besoin de médicaments chers et qui se démènent pour en assumer le coût ou bien renoncent à les acheter. La majorité des participants jugeaient l'assurance-médicaments indispensable pour réaliser la promesse des soins de santé universels. Lorsqu'un participant de Calgary a décrit l'universalité des soins comme un « droit fondamental », tout le monde s'est dit d'accord.

La plupart des gens croyaient aussi que la mise en œuvre d'un tel régime serait difficile, coûteuse et complexe. Beaucoup ne savaient pas exactement comment il fonctionnerait, quel rôle incomberait au gouvernement fédéral, quelle serait la participation des assureurs et des sociétés pharmaceutiques, le cas échéant, et si la recherche de profits aurait pour effet de gonfler les dépenses publiques. Quelques participants de différentes villes s'attendaient à ce que les entreprises pharmaceutiques s'opposent à la mise en œuvre de cette priorité. Certains croyaient que le gouvernement fédéral achèterait les médicaments directement et se demandaient si les coûts en seraient réduits. D'autres se demandaient



si l'initiative ne risquait pas d'avoir des effets négatifs imprévus. En guise d'exemple, ils ont évoqué l'utilisation et la prescription excessive de médicaments (notamment les opiacés), qui pourraient accroître les coûts et exacerber les problèmes de dépendance et de surdose. De manière générale, cependant, presque tous les participants pensaient que moyennant une gestion avisée et la coopération de l'éventail des intervenants, un régime national d'assurance-médicaments offrirait un avantage net, peut-être même des économies, et qu'il serait tout particulièrement utile aux personnes n'ayant pas suffisamment accès aux pharmacothérapies requises, à cause de leurs coûts et d'un manque de couverture.

En ce qui concerne l'évaluation des mesures de soutien à un tel régime, les participants avaient l'impression qu'ils constateraient directement les économies réalisées et l'accès à des traitements médicamenteux, entendraient moins parler de la barrière du coût pour d'autres, et seraient informés par les reportages des médias et les communications du gouvernement.

Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d'ici 2025

Un nombre non négligeable de participants — hommes et femmes à parts égales — ont mis cet objectif au rang de leurs trois grandes priorités. Les participants de Chicoutimi et St. John's ont été les plus susceptibles de faire ce choix. Toutefois, indépendamment du lieu, peu de gens y ont accordé le statut de priorité numéro un.

Les participants qui appuyaient cette priorité gouvernementale ont invoqué des motifs de nature générale plutôt que spécifique. La plupart ont simplement affirmé l'importance de la conservation. Quelques-uns ont insisté avec conviction sur le caractère déterminant de la conservation pour la santé de notre environnement, notre économie et notre mode de vie. Dans bien des cas, les réponses révélaient qu'aux yeux des participants, il s'agit d'un enjeu fondamental et qu'il serait difficile de ne pas y voir une grande priorité.

Ce fut pourtant le cas de plusieurs. Les répondants selon qui le gouvernement fédéral devrait renoncer à cette priorité ont été aussi nombreux que ceux qui l'avaient classée en tête de liste. Le problème, qui relevait d'une préoccupation plus large, tenait à la difficulté de réussir l'entreprise et plus encore d'en mesurer les résultats. En effet, si la cible de « 25 % » plaisait à certains, qui y voyaient un objectif concret vers lequel tendre, elle a laissé perplexes de nombreux participants, qui la trouvaient « vague », « abstraite », et se demandaient comment on pourrait la définir, la concrétiser et l'évaluer. Où le gouvernement concentrerait-il ses efforts? Les décisions seraient-elles équitables? Qui participerait à cette initiative? Quelles ressources choisirait-on et quelles mesures précises adopterait-on? Les participants avaient une foule de questions et semblaient avoir du mal à accepter l'objectif de conserver 25 % des territoires et des océans sans disposer de renseignements sur la marche à suivre pour y parvenir. Certains trouvaient également le délai d'exécution trop court pour être réaliste.

En conséquence, la majorité des participants avaient l'impression qu'il serait très difficile pour le gouvernement de réaliser cet objectif. Interrogés directement sur la question, peu savaient comment ils procéderaient pour évaluer les mesures de mise en œuvre adoptées.



Éliminer tous les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières nations d'ici 2021

Le libellé de cette priorité a semé la confusion chez certains participants. Croyant qu'il s'agissait d'éliminer les avis sur la qualité de l'eau potable sans remédier au problème sous-jacent, plusieurs ont estimé qu'il fallait rayer cette priorité de la liste. Cette interprétation erronée s'est le plus souvent produite à Brampton et à Calgary, chez des participants qui semblaient peu informés sur le problème de l'eau potable dans les réserves canadiennes. Dans ces deux villes, ainsi qu'à Chicoutimi et à St. John's, peu de participants, voire aucun, n'ont désigné cette mesure à titre de grande priorité. La plupart l'ont rangée au bas de la liste.

À l'inverse, les participants de Thunder Bay en ont fait leur priorité absolue, comprenant qu'il s'agissait d'améliorer la qualité de l'eau. Plus de gens ont retenu cet objectif dans leurs trois premiers choix que l'objectif d'un meilleur accès aux médecins, et une majorité l'ont aussi élevé au rang de priorité numéro un. À Saskatoon, c'est l'objectif qui a été le plus souvent choisi au nombre des trois grandes priorités et à titre de priorité absolue, sans toutefois l'emporter avec une longueur d'avance aussi nette. Les participants de Kelowna l'ont également classé près du haut de la liste.

L'enjeu de l'eau revêtait manifestement une importance primordiale à Thunder Bay, en raison de la situation dans les réserves, mais aussi en ville, où de vieux tuyaux en plomb qui tardent à être remplacés nuisent à la salubrité de l'eau. Plusieurs participantes du groupe de femmes ont amalgamé les deux problèmes au moment d'expliquer les raisons de leur choix. Dans les deux groupes toutefois, les participants ont considéré l'eau potable comme un « droit humain », soulignant que son absence a des répercussions sur tout, entre autres la santé humaine, la santé animale et le moral de la population. De nombreuses personnes étaient en colère ou découragées, ayant l'impression que rien n'est fait pour assurer aux Autochtones et aux résidents de Thunder Bay l'accès à quelque chose d'aussi fondamental que l'eau potable. Certains participants ont qualifié la situation de « honteuse ».

Nombre de ces sentiments ont eu des échos dans d'autres groupes, en particulier (mais pas exclusivement) à Kelowna et à Saskatoon, où le niveau de sensibilisation à cet enjeu était plus élevé, et les inquiétudes, plus prononcées. Bien que des explications aient parfois été nécessaires pour aider les participants à saisir le problème et les efforts du gouvernement pour s'y attaquer, la mauvaise qualité de l'eau dans les réserves a largement été considérée comme un problème moral et un manquement de la part du Canada. Les participants d'un peu partout ont insisté sur le fait que l'accès à l'eau potable est essentiel à la vie et à une bonne santé, que c'est un droit humain fondamental et une ressource dont aucun Canadien ne devrait être privé. Les gens n'ont pas hésité à utiliser des termes comme « honteux » et « terrible » pour décrire le problème. Vu l'intensité des sentiments exprimés et le consensus sur la gravité du problème, il est possible que les participants auraient attribué à cette priorité une place plus élevée au classement s'ils en avaient eu une meilleure compréhension initiale.

Selon la plupart des gens, la résolution de ce problème très difficile posera un défi au gouvernement du Canada, surtout compte tenu des délais serrés dont il dispose. Plusieurs participants trouvaient ces délais trop ambitieux ou irréalistes. Certains ont également vu dans le fait que ce problème perdure une preuve de son caractère insoluble, rappelant les nombreux engagements pris au fil des ans qui n'ont pas abouti. Beaucoup de participants ont déploré un manque de détermination à agir, tandis que



d'autres ont évoqué les coûts et la complexité du dossier, vu le rôle qu'y jouent la pauvreté et l'isolement géographique. Quelques personnes, surtout dans les groupes de Thunder Bay, avaient l'impression que le gouvernement et le public canadien ne se soucient pas, ou pas assez, de cet enjeu. Une poignée de participants de Brampton estimaient que les communautés autochtones ont contribué à la situation ou sont en partie responsables de leurs problèmes d'eau potable.

Quant au moyen d'évaluer les mesures prises en vue de concrétiser cette priorité, la plupart des personnes interrogées ont dit qu'il en serait question dans les médias et qu'elles entendraient moins parler du problème.

Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure

Cette priorité a moyennement souvent figuré parmi les trois grandes priorités des participants et s'est rarement vu conférer la priorité absolue. Sur le plan régional, c'est à St. John's et à Saskatoon, plus particulièrement dans les groupes des femmes, que l'augmentation du salaire minimum fédéral a reçu le plus de soutien.

Les personnes qui ont affirmé l'importance de cet engagement ne semblaient pas tant motivées par l'intérêt personnel que par un souci d'équité. Il leur semblait important que les travailleurs à faible revenu puissent gagner un salaire décent, sachant que le coût de la vie est si élevé.

Bon nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait pas poursuivre cette priorité. Dans l'ensemble, cette opinion a surtout été défendue par des hommes et dans les groupes de Thunder Bay et de Kelowna; cependant, tout au plus quelques participants au sein d'un même groupe se sont prononcés contre l'initiative.

Ceux qui n'étaient pas favorables à l'augmentation du salaire minimum fédéral ont le plus couramment allégué les coûts aux entreprises et d'éventuels effets non voulus sur l'emploi et l'économie. Le groupe d'hommes de St. John's craignait qu'une telle hausse oblige des commerces et des employeurs dont on a grand besoin à fermer leurs portes. À Thunder Bay, certains croyaient que cette mesure avantagerait peu de gens dans la communauté, mais qu'elle pourrait avoir une incidence sur les entreprises de plus grande taille.

La plupart des gens ont supposé qu'une hausse du salaire minimum fédéral serait simple à mettre en œuvre, mais qu'elle rencontrerait une forte résistance de la part des entreprises et ne fonctionnerait pas forcément comme prévu à cause d'effets négatifs sur l'emploi et l'économie. Pour ce qui est d'évaluer l'action gouvernementale à l'égard de cet engagement, la plupart des participants ont dit que l'adoption d'un nouveau salaire minimum parlerait d'elle-même et qu'il en serait aussi question aux nouvelles.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050 (dans l'Ouest seulement)

Figurant exclusivement sur la liste de priorités remise aux groupes de l'Ouest (Kelowna, Saskatoon et Calgary), cet enjeu a été considéré comme moyennement prioritaire dans ces villes. À Kelowna, les avis étaient partagés selon le sexe : près de la moitié des femmes (et un seul homme) l'ont inclus dans leurs



trois premiers choix, tandis que près de la moitié des hommes se sont déclarés contre (alors qu'aucune femme n'a été dans ce cas). À Saskatoon, l'objectif n'a pas suscité d'opposition ni d'appuis fermes. À Calgary, enfin, les résultats ont été dans l'entre-deux, de rares personnes ayant classé cet objectif dans leurs trois premiers choix, et de plus rares encore l'ayant rejeté.

Les répondants pour qui cette priorité revêtait une grande importance étaient sensibles à la question de l'environnement, en particulier aux changements climatiques, et voulaient que le Canada s'emploie sérieusement à délaisser les combustibles fossiles et à montrer l'exemple afin que d'autres pays se joignent au mouvement.

Les participants qui repoussaient cette priorité avaient tendance à ne pas aimer les solutions ou à s'en méfier. Certains ont décrit la « taxe sur le carbone » comme une méthode peu judicieuse et inefficace qui fait grimper les coûts des citoyens et qui nuit à l'économie, aux emplois et à la compétitivité du Canada, tout en faisant peu de choses concrètes pour réduire les émissions, surtout celles des gros pollueurs. Ce point de vue a été particulièrement dominant dans le groupe d'hommes de Kelowna. D'autres participants ne savaient pas très bien comment cet objectif serait réalisé et le jugeaient irréaliste. À Calgary, quelqu'un a fait valoir que les secteurs pétrolier et gazier s'attaquent déjà au problème et sont les mieux placés pour piloter l'initiative, avec l'aide de la province, afin d'atteindre un juste équilibre et protéger l'économie.

La plupart des répondants pensaient que cet objectif gouvernemental serait extrêmement difficile à accomplir pour toutes sortes de raisons, dont le manque de solutions pratiques, la résistance des entreprises et les désaccords avec les provinces visées sur la façon de procéder. Pour ce qui est d'évaluer les progrès accomplis, les participants ont évoqué la tenue de discussions et la conclusion d'ententes entre les gouvernements fédéral et provinciaux, la mise en place de nouveaux incitatifs aux consommateurs (par exemple, des rabais pour l'achat d'une voiture électrique), l'accès à de plus nombreuses sources d'énergie renouvelables, comme les éoliennes et les bornes de recharge pour véhicules électriques.

Planter deux milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air

Cette priorité s'est retrouvée vers le bas de la liste, les participants ayant été presque aussi nombreux à s'y opposer qu'à l'inclure dans leurs trois premiers choix. Les hommes ont eu davantage tendance que les femmes à considérer le projet de plantation d'arbres comme prioritaire. Les participants qui y étaient favorables ont signalé que l'initiative pourrait avoir un impact considérable sur l'environnement; par ailleurs, ils la trouvaient plus facile à réaliser et plus simple que d'autres solutions aux changements climatiques, comme la réduction des GES, qui se heurte à la résistance d'entreprises et de groupes d'intérêts. Ils y voyaient également une occasion pour le Canada de faire preuve de leadership à l'échelle mondiale, étant donné les terres à sa disposition, le fait que la déforestation pose problème dans certaines régions du pays, comme le Nord de l'Alberta, et la possibilité qu'offre ce projet de donner du travail à des gens sans emploi.

Parmi ceux qui n'appuyaient pas l'initiative ou n'y accordaient pas une grande priorité, certains répondants (notamment ceux de Thunder Bay et de St. John's) estimaient qu'il y avait suffisamment d'arbres au Canada et que notre pays était « riche en arbres ». Ils avaient aussi des interrogations sur



les aspects pratiques de l'initiative, sa vaste portée, la façon de procéder à sa mise en œuvre, et son évaluation. Certains des groupes ont été divisés sur ces points.

Au chapitre de l'évaluation, il y a eu peu de commentaires, si ce n'est pour débattre de la facilité ou de la difficulté de l'entreprise. Certains s'attendaient à voir plus d'arbres dans leur quartier, et quelques participants de Brampton ont commenté que cela serait important pour leur collectivité, étant donné les nouveaux projets d'aménagement et la circulation dans leur ville.

Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure

Les participants ont été relativement peu nombreux à inclure cet objectif dans leurs trois grandes priorités, et étaient tout aussi susceptibles de le classer parmi les priorités que le gouvernement devrait mettre de côté. Dans l'ensemble, les femmes étaient plus portées à y attribuer de l'importance que les hommes, et les hommes, plus enclins à s'y opposer que les femmes. Sur le plan régional, les répondants de Chicoutimi ont été les plus susceptibles d'élever au rang de priorité le fait d'imposer un régime de tarification de la pollution aux provinces qui n'en avaient pas, et personne dans leurs groupes, non plus que dans ceux de St. John's, n'a jugé que le gouvernement du Canada devrait renoncer à ce projet. Les hommes de Kelowna se sont révélés les plus grands détracteurs de cette priorité, dans une proportion atteignant près de la moitié, suivis des participants de Calgary, mais dans une moindre mesure.

Parmi ceux qui privilégiaient cette priorité, la plupart ont fait valoir que les changements climatiques constituent un enjeu de poids auquel il faut s'atteler et que la tarification de la pollution est un premier pas « dans la bonne direction ». Au Québec, le sentiment général était que nous n'avons plus le choix, que les autres provinces doivent impérativement participer et « faire leur part ». Sur une note positive, quelques personnes ont rappelé que cette priorité toucherait avant tout les entreprises — les gros pollueurs — plutôt que les consommateurs. Bon nombre de participants ont supposé que les recettes générées seraient réinvesties dans les énergies et les technologies propres qui permettront à notre économie de s'affranchir des combustibles fossiles, ce qu'ils jugeaient nécessaire.

Même chez les répondants qui n'avaient pas fait de cet engagement une priorité, les points de vue exprimés plus hauts ont été assez largement acceptés et les appuis, plus importants que ne le révèlent les résultats de l'exercice, vu que l'expression « prix sur la pollution » n'était pas familière à tout le monde.

Du côté des opposants, l'idée que le gouvernement du Canada impose un tel régime aux provinces suscitait un malaise. À Calgary, en particulier, il était entendu que ce genre d'initiative relève à juste titre de la compétence provinciale. Les grandes préoccupations avaient toutefois tendance à porter sur les risques d'effets négatifs dans le domaine de l'économie et de l'emploi ainsi que sur l'efficacité de la mesure. Les répondants avaient des questions sur le fonctionnement et l'application de la tarification de la pollution et se demandaient dans quelle mesure d'autres pays s'uniraient aux efforts du Canada, tout spécialement les gros pollueurs mondiaux dont la participation est indispensable pour que l'initiative en vaille la peine.



La plupart des participants croyaient que la mise en œuvre de cette priorité donnerait du fil à retordre au gouvernement du Canada. Ils ont largement cité la complexité de l'entreprise, son difficile équilibre avec les impératifs économiques et les défis d'ordre politique, étant donné la résistance des provinces et d'un grand nombre de personnes dans l'Ouest. Certains ont également signalé que la réticence du milieu des affaires constituerait un obstacle.

Plusieurs participants ne savaient trop comment ils évalueraient les mesures liées à cette priorité. Leurs commentaires ont moins porté sur la mise en œuvre d'un régime provincial que sur le mécanisme de tarification et son efficacité pour ce qui est de réduire la pollution; plusieurs participants croyaient qu'il serait difficile d'instaurer pareil mécanisme, d'en assurer la surveillance et d'en mesurer le rendement.

Bannir toutes les armes d'assaut au Canada

L'interdiction des fusils d'assaut a reçu une faible priorité de manière générale. Partout à l'extérieur de l'Ontario, en fait, les participants étaient largement d'avis que cet engagement du gouvernement n'était pas souhaitable. Ce point de vue a pris un relief particulier à Chicoutimi et à Kelowna, où un nombre appréciable de participants rejetaient l'interdiction et où certains hommes avaient spontanément signalé cet enjeu lors de la discussion sur les priorités du gouvernement du Canada.

Les rares personnes qui ont classé l'interdiction au rang de grande priorité se trouvaient le plus souvent à Brampton ou à Thunder Bay, où les crimes commis à l'aide d'armes à feu sont une source d'inquiétude croissante. Certaines trouvaient judicieuse l'idée d'interdire les armes à feu en général. Même dans ces groupes, cependant, nombre de participants ont fait valoir que le problème ne tenait pas réellement aux fusils d'assaut — somme toute assez rares — et que leur interdiction ne suffirait pas à régler le problème plus général de la violence par les armes.

Dans les groupes majoritairement contre l'interdiction, les mêmes types d'arguments ont été exprimés, mais avec plus de véhémence. Aux yeux de la plupart des participants, non seulement cette mesure échouerait-elle à faire reculer la criminalité, mais elle brimerait les droits d'honnêtes citoyens en les empêchant de posséder et d'utiliser des armes à feu de façon responsable, y compris pour leur propre sécurité. Cela aurait pour effet, en fin de compte, de compromettre la sécurité. Selon le sentiment général, ce ne sont pas tant les armes que les criminels qui sont la cause du problème; or ces derniers n'ont que faire des interdictions et n'auront aucune difficulté à se procurer des armes illégales provenant des États-Unis. Bon nombre de participants voyaient dans cette mesure le prélude d'une interdiction plus générale ou d'une série de restrictions visant la possession des armes à feu, et ils s'opposaient à cette forme d'ingérence gouvernementale.

Indépendamment de leur opinion, la plupart des gens croyaient que cette priorité serait très difficile à mettre en œuvre avec succès. D'une part, beaucoup s'attendaient à ce qu'elle ait peu d'incidence sur les armes illégales, la violence liée aux armes à feu et les activités criminelles. D'autre part, ils entrevoyaient des difficultés d'ordre politique, en raison des objections que l'initiative susciterait auprès de plusieurs groupes, notamment les adversaires politiques, les gens de l'Ouest et les communautés rurales, et le lobby des armes à feu.

Pour ce qui est des moyens d'évaluer si le gouvernement s'emploie à réaliser cette priorité, la majorité des gens ont dit qu'ils en entendraient parler aux nouvelles, et surtout de l'opposition. Parmi les plus

optimistes quant aux résultats de l'initiative, certains ont affirmé qu'ils entendraient moins parler de violence armée dans les médias et que les statistiques feraient état d'une diminution de la violence et de la criminalité.

Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire

Cette priorité a occupé la dernière place dans la liste. Très peu de gens l'ont inscrite dans leurs trois premiers choix, personne n'en a fait une priorité absolue, et bon nombre l'ont citée comme un élément de la liste ne méritant pas l'attention du gouvernement fédéral. Les quelques répondants qui ont accordé une grande importance à cet engagement habitaient souvent dans de grandes villes (Brampton et Calgary), travaillaient à leur compte ou dirigeaient de petites entreprises et devaient donc assumer des coûts substantiels pour leurs services sans fil. Ces participants se sont dits préoccupés par le coût de ces services. La réduction du coût de la téléphonie cellulaire a d'ailleurs été spontanément citée parmi les priorités que devrait adopter le gouvernement du Canada par au moins un participant dans chacun des groupes de Calgary.

La plupart des participants s'accordaient à dire que la téléphonie cellulaire au Canada coûte trop cher « par rapport à d'autres pays ». Si certains ont noté que le gouvernement fédéral pourrait abolir des restrictions et encourager la concurrence afin de faire baisser les prix, beaucoup ont eu l'impression qu'à travers cette priorité le gouvernement voulait fixer le prix des services pour les entreprises privées et les compagnies de téléphone, ce qui leur semblait outrepasser son rôle. D'autres se sont montrés circonspects, disant ne pas bien comprendre comment le gouvernement parviendrait à une réduction de 25 %. La plupart étaient fermement convaincus, par ailleurs, que le gouvernement du Canada a des priorités plus pressantes auxquelles s'atteler.

Ainsi, de l'avis général, la mise en œuvre de ce type de réduction serait mal accueillie par les entreprises, les « groupes d'intérêts » et les membres du public qui, comme les participants, ne souhaitent pas voir le gouvernement intervenir sur le marché en fixant les prix. Les gens ne savaient guère comment ils s'y prendraient pour évaluer les démarches du gouvernement dans ce dossier et étaient réticents à l'envisager, mais certains ont dit qu'il y aurait sans doute une « annonce » du gouvernement ainsi que des reportages dans les médias, notamment sur l'opposition à l'initiative.

Grandes priorités en fonction du lieu

Bien que l'accès universel aux médecins de famille, l'allègement fiscal de la classe moyenne et l'instauration d'un régime d'assurance-médicaments aient été les trois grandes priorités tous groupes confondus, des écarts appréciables se sont profilés en fonction du lieu. La liste ci-dessous énumère les grandes priorités retenues dans chaque ville, classées par ordre d'importance selon le nombre de participants qui les ont incluses dans leurs trois premiers choix (le cas échéant, leur sélection à titre de priorité numéro un est indiquée). Lorsqu'une barre oblique (« / ») sépare les priorités, cela signifie qu'elles sont d'importance égale. Les trois principales priorités sont données pour chaque ville, à l'exception de Brampton, Thunder Bay et Calgary, où les participants se sont largement concentrés sur deux priorités.



St. John's : médecins de famille (nette priorité), assurance-médicaments, conservation / salaire minimum.

Chicoutimi : médecins de famille (nette priorité), réductions d'impôts et assurance-médicaments / tarification de la pollution / conservation.

Brampton : médecins de famille, réductions d'impôts.

Thunder Bay : eau dans les réserves (nette priorité), médecins de famille.

Saskatoon : eau dans les réserves, assurance-médicaments / salaire minimum, réductions d'impôts.

Calgary : réductions d'impôts / médecins de famille.

Kelowna : réductions d'impôts, médecins de famille, eau dans les réserves.

Enjeux locaux (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay)

Les participants ont recensé un large éventail d'enjeux dans leurs collectivités respectives, avec certaines convergences d'un lieu à l'autre, mais également des écarts notables. Tous les groupes ont cité le besoin d'investissements dans les infrastructures, notamment les routes et le transport en commun. La plupart des participants ont également réclamé davantage d'investissements dans les systèmes de santé et davantage de soutiens et de services aux populations vulnérables et âgées. Les défis associés aux mutations démographiques ou économiques ont aussi été fréquemment mentionnés. Dans une large mesure cependant, la nature véritable des enjeux et priorités a varié en fonction du lieu.

Le niveau de sensibilisation aux investissements fédéraux était faible dans tous les groupes et les avis étaient partagés quant à la contribution du gouvernement du Canada à la collectivité.

Brampton

À Brampton, les enjeux locaux de premier plan tournaient autour des voitures et du transport, notamment le coût de l'assurance automobile dans la région (le plus élevé de la province, aux dires de beaucoup), les embouteillages monstres, le manque de transport en commun, les mauvais conducteurs et la sécurité routière. La croissance rapide de la population et le développement urbain étaient aussi très présents dans les esprits. Maintes personnes se sont plaintes d'un aménagement déficient, de l'influence des promoteurs et de l'encombrement urbain, citant des logements surpeuplés et des maisons construites très près les unes des autres. De l'avis de beaucoup, l'essor de la population non seulement met à rude épreuve les infrastructures de transport actuelles, mais dépasse la cadence des nouveaux investissements réalisés dans ce domaine névralgique. Au chapitre des problèmes



d'infrastructures, plusieurs participants ont également mentionné l'annulation d'un projet d'université à Brampton, qui aggrave les difficultés de transport puisque les étudiants de la région doivent se déplacer à l'extérieur de la ville; d'autres ont indiqué qu'il faudrait un hôpital de plus grande taille.

Les participants de Brampton n'étaient guère au courant des investissements fédéraux. Quelques participants du groupe d'hommes savaient que leur système léger sur rail (SLR) avait fait l'objet d'un financement fédéral, mais dans l'ensemble personne n'avait le sentiment que le gouvernement du Canada avait beaucoup fait pour la région ces dernières années. Certains étaient même convaincus que les politiques fédérales en matière d'immigration contribuent à exacerber les problèmes locaux. L'explosion démographique, conjuguée à un développement urbain rapide et mal planifié, passait pour le plus gros changement survenu dans la région au cours des cinq à dix dernières années.

Thunder Bay

À Thunder Bay, l'opinion générale était que la région connaît des difficultés tant économiques que sociales. Le déclin de la base industrielle, de la population et de l'assiette fiscale a été vu comme un facteur aggravant qui se répercute sur les investissements pourtant très attendus dans les infrastructures et les services sociaux. Les gens ont évoqué de vieux immeubles inoccupés, de vieux branchements d'eau en plomb qui menacent la sécurité de l'approvisionnement en eau et les transports en commun inadéquats. Plusieurs participants ont signalé la nécessité d'améliorer le soutien aux personnes âgées, notamment en augmentant le nombre de résidences pour aînés, ainsi que l'accès aux médecins et à des soins de santé de qualité. Il a aussi été question d'enjeux liés à la pauvreté, au sans-abrisme, aux logements inabordables et à la toxicomanie. Et bien que le taux d'homicides soit en baisse, de l'avis de beaucoup la criminalité demeure un grave problème, surtout lorsqu'elle met en cause les gangs, les drogues et l'exploitation sexuelle. Certains participants autochtones ont fait allusion au racisme de la police à l'égard des membres de leur communauté ainsi qu'aux Autochtones « disparus », hommes et femmes.

La plupart des répondants de Thunder Bay trouvaient que des changements importants — liés surtout à l'évolution de l'assise économique — avaient touché leur ville et leur région ces dernières années. Les grandes sociétés qui étaient source d'emplois sont parties, ont-ils fait remarquer, évoquant les nombreuses fermetures de scieries et d'usines de pâtes et papiers, parfois attribuées aux droits sur le bois d'œuvre. Du côté positif, certains ont signalé la diversification de l'économie et l'augmentation des postes dans le secteur public (p. ex., dans les bureaux du gouvernement et les universités) ainsi que l'ouverture d'hôtels et de petites entreprises qui créent des emplois locaux. Quelques participants du groupe d'hommes ont salué le volume accru d'expéditions transitant par le port ainsi que les plus nombreux trains s'arrêtant dans la ville.

Les avis étaient assez partagés en ce qui concerne l'ampleur de la contribution du gouvernement fédéral à l'économie locale et à la collectivité dernièrement. Beaucoup n'avaient eu connaissance d'aucun investissement, tandis que d'autres avaient l'impression que le gouvernement du Canada néglige délibérément Thunder Bay. Le problème de l'approvisionnement en eau, considéré comme un enjeu local important qui retient peu l'attention du gouvernement fédéral — est revenue sur le tapis dans ce contexte. Sur une note plus positive, un participant a mentionné l'injection de fonds fédéraux

dans le secteur riverain et le port, remarque qui a suscité une reconnaissance plus large de cet apport. Une personne a suggéré que les universités locales recevaient probablement des fonds fédéraux, et d'autres ont abondé dans son sens. Dans l'ensemble, cependant, les gens avaient peu entendu parler d'investissements fédéraux, et beaucoup inclinaient à y voir la preuve que peu de mesures sont prises.

St. John's

À St. John's, les difficultés économiques, en particulier liées à l'emploi et aux revenus, étaient au cœur des préoccupations. Pour nombre de participants, le taux de chômage élevé et la faiblesse du salaire minimum constituent d'importants problèmes locaux. Dans le même ordre d'idées, il a souvent été question du coût de la vie et des soucis financiers, par exemple le problème du logement et les prix élevés de l'électricité, de l'essence et des produits d'alimentation. Plusieurs participants ont également déploré le soutien social insuffisant offert aux personnes démunies, faisant allusion à l'insécurité alimentaire, aux aînés à faible revenu, aux enfants en famille d'accueil, et aux personnes qui ont des problèmes de santé mentale ou de dépendance. Les lacunes en matière de services de garderie et de soins aux aînés ont aussi été mentionnées, tout comme certains problèmes d'infrastructure liés aux routes, au transport en commun et au réseau d'aqueduc.

À la différence des gens d'autres villes, peu de répondants à St. John's ont noté des changements importants survenus dans leur ville au cours des dernières années. Parmi les sujets abordés, l'immigration est venue en tête, suscitant des commentaires positifs sur la diversité aussi bien que des commentaires négatifs sur les employeurs qui recrutent de nouveaux arrivants plutôt que des employés locaux et sur les immigrants récents qui touchent trop de subventions du gouvernement. Certains ont cité, en guise d'améliorations, l'augmentation du nombre d'hôtels dans leur ville et les rénovations apportées à l'aéroport. D'autres ont plutôt dit regretter la disparition des petites entreprises familiales et leur remplacement par de grandes chaînes, ce qui mine les perspectives d'avenir des entrepreneurs locaux et conduit à des emplois peu rémunérés.

Les participants de St. John's avaient peu de choses à dire sur les retombées de récents programmes ou politiques fédéraux dans leur collectivité. Personne n'avait entendu parler d'investissements réalisés dernièrement. Certains ont vu d'un bon œil la légalisation du cannabis dans la mesure où elle stimule l'activité économique et l'emploi dans la région, et quelques autres ont cité les tarifs d'électricité comme un domaine où des subventions ou des interventions du gouvernement seraient nécessaires pour rendre l'énergie plus abordable.

Chicoutimi

À Chicoutimi, les défis associés au déclin et au vieillissement démographiques ont occupé la première place. La perte de main-d'œuvre qualifiée, notamment, a été réputée freiner la croissance et la prospérité des entreprises et des industries. Selon les participants, outre leurs effets sur la population active, ces changements démographiques entraînent une réduction de l'assiette fiscale; en parallèle, ils font croître les besoins en matière de résidences et de services de soutien pour les aînés, ainsi que le fardeau déjà lourd qui pèse sur le système de santé, avec sa pénurie de médecins et ses salles



d'urgence bondées. L'infrastructure routière a aussi compté parmi les secteurs exigeant de nouveaux investissements. Dans le groupe des femmes, le manque de garderies, de maternelles et de personnel enseignant était un motif de préoccupation, tout comme l'arrivée de la grande industrie dans la région et les risques qu'elle pose pour l'environnement et le tourisme.

Invités à décrire les changements observés à Chicoutimi au cours des cinq à dix dernières années, les participants ont souvent reparlé du vieillissement de la population et du recul démographique. Dans l'ensemble toutefois, les gens se sont montrés positifs, citant la croissance du tourisme, l'ouverture de nouveaux commerces et entreprises, l'amélioration de la qualité de vie, la longévité accrue, la nouvelle infrastructure routière et le nouveau pont.

Quant à la question de savoir si les politiques, les programmes ou les investissements du gouvernement du Canada au cours de la dernière année ont eu des retombées positives dans la région, les avis ont différé selon le sexe. Les femmes ont dressé un bilan plutôt favorable, citant les investissements fédéraux consacrés à un nouveau pont et des politiques d'immigration jugées utiles pour accroître l'offre de main-d'œuvre localement. Les hommes, en revanche, ont eu tendance à se montrer plus négatifs. Ils trouvaient que le gouvernement fédéral n'avait pas suffisamment défendu l'industrie de l'aluminium lors de récentes négociations commerciales et que sa stratégie avait eu pour effet d'envenimer les relations économiques avec les États-Unis. Certains des hommes ont considéré la légalisation du cannabis comme un point positif, tandis que d'autres trouvaient que cette mesure avait eu une influence néfaste sur la ville.

Désaffection de l'Ouest (Saskatoon, Calgary, Kelowna)

Exercice

On a demandé aux participants des groupes de l'Ouest d'écrire sur une feuille de papier les mots qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation entre le gouvernement du Canada et leur province. Toutes les descriptions étaient généralement négatives et portaient essentiellement sur quelques dynamiques et descriptions clés.

Trouble : Les participants ont largement utilisé des termes comme : *fracturée, tendue, déconnectée, dysfonctionnelle* pour décrire cette relation trouble et, à Calgary, le mot *séparation* a été prononcé.

Stérile : La plupart avaient l'impression que la dynamique actuelle est extrêmement *improductive*, la décrivant comme étant *polarisée, immature, adverse, morose* et *irascible*, qu'elle se *caractérise par des prises de bec, une rhétorique enflammée, de l'incompréhension et un manque de collaboration, de compromis et de communication.*

Manque de confiance : Plusieurs ont souligné que tant le gouvernement fédéral que les gouvernements provinciaux devaient être tenus responsables de la relation et de la dynamique actuelles, précisant qu'elles sont *dépourvues de confiance et de bonne volonté* et qu'ils ont décrites en employant des termes comme *animosité, hostile, inamicale, détestable, cupide* et *malhonnête*.

Injuste : Dans les trois régions, les participants étaient d'avis que leur province fait l'objet d'un traitement injuste par le gouvernement fédéral et, dans une certaine mesure, au sein de la Confédération. La « tension Est-Ouest » a été soulevée. Plusieurs ont indiqué que la situation leur semblait *déséquilibrée*. En Alberta, la péréquation a quelques fois été évoquée comme étant *injuste* pour leur province. Les participants des trois provinces ont manifesté clairement leur *frustration* et leur *déception*, en soulignant le fait que leurs intérêts sont traités avec un *manque d'empathie* et que leur province est *incomprise, négligée*, ou qu'elle *occupe un second rang*.

Interrogés au sujet de ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour démontrer qu'il est à l'écoute des préoccupations de leur province, les participants ont formulé de nombreuses suggestions. La plupart pensaient qu'il est important d'abandonner la dynamique dysfonctionnelle actuelle et de faire en sorte que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership à cet égard. Celui-ci se doit donc d'être plus proactif, plus présent et plus visible dans leur province; il doit entreprendre des consultations, en s'efforçant d'écouter et d'être plus conciliant, compréhensif et accessible et faire preuve d'une meilleure collaboration et d'une plus grande réceptivité. Certains ont indiqué que le gouvernement fédéral doit considérer plus souvent la situation dans son ensemble et s'exprimer à ce sujet, préciser ce qu'il prévoit faire pour les provinces de l'Ouest, démontrer ce qui a été accompli et ne pas se contenter de porter une attention superficielle aux préoccupations de leur région.

À Calgary, certains ont indiqué que le gouvernement fédéral doit réexaminer les paiements de péréquation et comprendre que, pour le moment, l'Alberta n'est peut-être pas une province riche. Plusieurs ont convenu que l'Alberta a besoin d'aide et d'investissements pour le développement de nouvelles solutions énergétiques, de technologies visant à réduire les émissions des industries minière et gazière et de formation afin de mieux répondre aux besoins des secteurs riches en emplois. Quelques commentaires ont été formulés au sujet de l'immigration, dont les taux seraient trop élevés, et de la nécessité, pour le gouvernement fédéral, d'accorder la priorité aux enjeux qui touchent les Canadiens.

À Saskatoon et à Kelowna, les participants ont souhaité voir le gouvernement fédéral mettre en place plus de mesures visant à surmonter les défis propres à leur province, comme le fait d'offrir de l'éducation aux Premières Nations, de renoncer aux compressions qui exercent un impact négatif sur ces collectivités et d'investir dans des programmes pour les jeunes « à risque ».

Dans les groupes de Kelowna, certains ont préconisé l'adoption de politiques plus restrictives en matière d'immigration et manifesté du ressentiment envers les provinces du centre du Canada.

Les participants ont également dit que le gouvernement fédéral doit travailler davantage avec leur province à l'élimination des barrières commerciales, dont celles qui entravent le commerce interprovincial, et accroître la coordination et la consultation entre les ministères et ministres fédéraux et provinciaux chargés des affaires économiques, en assurant notamment des visites régulières des

ministres fédéraux au sein de leur province et en augmentant leur visibilité et leur présence dans l'Ouest.

Prolongement du réseau Trans Mountain

Outre les discussions portant sur la relation entre le gouvernement du Canada et les provinces de l'Ouest, les groupes se sont aussi penchés sur un ensemble d'enjeux propres à cette partie du Canada, dont le prolongement du réseau d'oléoducs Trans Mountain.

À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles récentes au sujet du prolongement du projet TMX, la plupart des participants ont répondu de manière vague, certains admettant être un peu perdus. Même à Calgary, plusieurs ont indiqué ne pas savoir ce qui se passe ou ignorer de quel pipeline il s'agit précisément. La plupart avaient vu les grands titres et comprenaient qu'il existe une controverse entourant la construction du réseau Trans Mountain (et des oléoducs en général), divers intervenants adoptant des positions différentes au sujet des enjeux, et des tensions et obstacles étant observés. À Saskatoon, les participants ont mentionné qu'il est difficile de savoir à qui faire confiance et de clarifier ce qui se passe et ce qui est en jeu, parce que les différents gouvernements adoptent des positions différentes et que les environnementalistes et les groupes autochtones ont toujours des points de vue différents, entraînant peu de convergence vers un discours cohérent.

De même, plusieurs ne savaient pas si la construction du pipeline avait débuté, surtout à Calgary, et certains ignoraient si une décision finale avait été prise sur le fait d'aller de l'avant ou non. Dans les différents lieux, un certain nombre de participants ont indiqué que, pour autant qu'ils le savaient, le projet était en marche, alors que d'autres pensaient avoir entendu quelque chose à ce sujet dernièrement. Certains ont dit que la construction avait ou allait bientôt débiter; d'autres ont mentionné qu'elle avait peut-être débuté ou qu'elle était sur le point de l'être, sans savoir de quel oléoduc il s'agissait au juste.

Peu croyaient que la construction du pipeline se réaliserait dans les délais fixés, et ce, pour différentes raisons. Certains pensaient que les grands projets de ce type « prennent toujours du retard par rapport au calendrier prévu ». Les participants de tous les emplacements ont souligné les nombreux obstacles en cause, notamment les préoccupations liées à la sécurité des plans d'eau et à la proximité des nappes phréatiques et des systèmes fluviaux, surtout sur les terres autochtones, ainsi que les protestations et l'opposition des collectivités autochtones, des environnementalistes et, selon certains, du Québec. Des participants de Kelowna ont manifesté leur inquiétude concernant le manque de consultation et la possibilité que la qualité de la construction soit compromise, pour économiser temps et argent, soulignant la légitimité de certaines préoccupations et l'importance de procéder correctement, même si cela demande plus de temps.

À Calgary, plusieurs personnes dans le groupe des femmes ont souligné la nécessité de réussir le projet, dans l'intérêt de l'économie de la province, tout en reconnaissant que l'Alberta doit accepter d'amorcer une transition visant à éliminer sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz et admettre que le monde est en train de changer. De même, à Kelowna, un certain nombre d'hommes ont



manifesté leur appui à l'égard du projet, à condition que le pétrole soit raffiné ici, au Canada, et qu'on ne se contente pas d'exporter simplement le bitume brut à l'extérieur.

Projets de loi C-69 et C-48

Dans les différents groupes, peu de participants connaissaient ces projets de loi par leur nom. À Calgary, certains ont indiqué en avoir entendu parler, mais personne n'a pu fournir de détails. Quelques participantes dans le groupe des femmes de Kelowna savaient que ces projets de loi avaient quelque chose à voir avec la surveillance et la protection environnementales.

Dans un souci de clarté, on a fourni les descriptions qui suivent aux participants de chacun des groupes, exposant brièvement une partie du débat à leur sujet, avant de solliciter les points de vue :

Le projet de loi C-69, récemment adopté par le gouvernement fédéral, renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle. Alors que certaines personnes disent que cette loi accorde d'importantes protections pour assurer que les communautés locales soient au fait des risques environnementaux posés par les nouveaux projets et qu'elles aient leur mot à dire sur leur réalisation, d'autres disent qu'elle crée trop de paperasserie et qu'elle risque de ralentir ou de stopper la mise en œuvre d'importants projets, y compris des pipelines.

Le projet de loi C-48, récemment adopté par le gouvernement fédéral, empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. Certaines personnes disent que cette loi réduira le risque de déversement de pétrole dans les écosystèmes marins délicats, tandis que d'autres craignent qu'elle ne limite la capacité du Canada à exporter du pétrole vers les marchés étrangers en limitant les ports que peuvent utiliser des pétroliers.

Un plus grand nombre de participants ont reconnu ces projets de loi, après avoir pris connaissance des descriptions. Un certain nombre d'entre eux avaient l'impression d'en avoir entendu parler ou ont simplement supposé que les mesures et exigences de ce type étaient déjà en place.

La plupart étaient en mesure de comprendre les arguments en faveur et contre chacun de ces projets de loi. Plusieurs ont reconnu l'importance de protéger l'environnement, surtout les cours d'eau, lors de la construction d'oléoducs et de l'exportation de produits pétroliers à l'étranger.

En ce qui a trait au projet de loi C-69, plusieurs ont reconnu l'importance de consulter les collectivités locales, de respecter leurs préoccupations et de créer des mécanismes de responsabilisation. Parallèlement, d'autres craignaient qu'on s'enlise dans les consultations, entraînant une incapacité à réaliser des projets essentiels pour l'économie, la province ou la région, dans l'ensemble, et semblaient préoccupés par le fait que les projets pourraient être contrecarrés par les efforts incessants visant à rallier le plus grand nombre possible de collectivités et de résidents, avant d'aller de l'avant. Plusieurs se sont déclarés préoccupés par les retards qui risquent de se produire sans une gestion adéquate et par le fait que le processus pourrait être embourbé dans la politique et la division locales, donnant lieu



à une explosion des coûts et à l'abandon de grands projets. Si ce projet de loi est considéré comme raisonnable en principe, on se préoccupe grandement du fait que cela ne fonctionnerait pas dans la pratique, étant donné le nombre de petites collectivités concernées. De plus, selon certains, en demandant l'approbation d'une petite partie de la population, qui peut être moins bien informée et au sein de laquelle des clivages peuvent facilement apparaître, entre les dirigeants qui s'opposent et les groupes d'intérêt, on risque de freiner le progrès économique et la création d'emplois pour la majorité. Un certain nombre de participants ont suggéré l'établissement de conditions claires et de limites aux consultations, pour trouver le juste équilibre, en ne traitant, par exemple, qu'avec des représentants désignés et non la collectivité tout entière ou en s'assurant que seulement quelques personnes agissent comme porte-parole.

Pour ce qui est du projet de loi C-48, les participants avaient tendance à soutenir la protection environnementale en principe, certains de manière générale, précisant qu'il s'agit d'une mesure essentielle pour préserver la côte. Mais plusieurs se demandaient si la réglementation fonctionnerait dans la pratique et si l'industrie ne trouverait pas simplement un moyen de la contourner, comme envoyer la même quantité de pétrole dans un grand nombre de petits pétroliers, ce qui entraînerait aisément les mêmes dommages environnementaux que ceux que le projet de loi tente d'éviter.

Reconnaissant les pour et les contre de chacun de ces deux projets de loi, la plupart des participants ont toutefois indiqué qu'ils avaient besoin de plus d'informations avant de se prononcer sur le fait d'aller de l'avant et sur l'efficacité de ces projets de loi à assurer la mise en place des mesures de protection pour lesquels ils ont été prévus, tout en soutenant une activité économique nécessaire. Les participants souhaitaient en apprendre davantage sur les éléments favorables et défavorables, notamment les coûts que ces deux projets de loi impliquent, les mécanismes de leur mise en œuvre et leur incidence sur la création d'emplois, de même que les garanties exigées pour éviter de faire inutilement dérailler des projets et des efforts visant à exporter du pétrole et du gaz vers les marchés étrangers. Peu de participants ont dit avoir bon espoir que le gouvernement trouve un juste équilibre.

Paiements de péréquation

À Calgary, la plupart des participants connaissaient les termes « paiements de péréquation », au contraire de nombreuses personnes dans les autres groupes, surtout à Saskatoon, qui ont déclaré ne pas être au courant de ce en quoi consiste le système ou de la manière dont il fonctionne, sinon vaguement. Les participants ont décrit la péréquation comme étant une « contribution » que versent les provinces dans une « cagnotte fédérale », laquelle est ensuite redistribuée en fonction de la richesse relative et des besoins de chaque province. La plupart des participants à Calgary ont déclaré qu'ils détenaient une idée générale de la façon dont fonctionne le système et que l'Alberta payait plus qu'elle ne recevait. Peu de participants ont toutefois été en mesure de le décrire en détail ou avec un degré quelconque de confiance, même à Calgary. La description plus complète consistait en « une formule de redistribution des recettes fiscales visant à établir des règles du jeu équitables entre les provinces et de fournir davantage à celles qui en ont besoin, de la part des provinces les plus riches ». Un certain nombre de participants des groupes de Calgary, et quelques autres ailleurs étaient d'avis que le Québec avait négocié « une bonne affaire » puisqu'il fait partie des provinces qui reçoivent,



peut-être sans le mériter; d'autres ont fait remarquer que la côte est et les provinces maritimes obtenaient de l'argent grâce à cette formule, certains d'entre eux utilisant les termes *nantis* et *démunis*.

Plusieurs ne pouvaient déterminer si le système doit être modifié, en raison de leur méconnaissance du sujet, mais un certain nombre de participants dans tous les groupes savaient qu'il s'agissait désormais d'une pomme de discorde en Alberta et, plus largement, dans les provinces de l'Ouest. À Calgary et à Kelowna, des participants croyaient qu'il s'agit d'un exemple illustrant le parti pris contre l'Ouest, en faveur des provinces du centre et de l'est du Canada et ont critiqué le système, précisant qu'il nuisait à leur économie et que des modifications devaient être apportées. Quelques-uns étaient également préoccupés par le fait que les paiements de péréquation sont une forme d'aide sociale pour les provinces moins bien nanties, ce qui, d'après eux, pourrait ancrer les difficultés économiques, en incitant ces provinces à ne pas diversifier leurs économies pour devenir plus autonomes. Certains participants de Calgary s'inquiétaient du fait que l'Alberta « ne se trouve jamais du côté des provinces qui reçoivent » et qu'on devrait assouplir ses obligations, du moins temporairement. Toutefois, même à Calgary, des participants n'en étaient pas certains, soulignant que la couverture dont cet enjeu et d'autres questions de même nature font l'objet pouvait être tendancieuse et déformer la réalité. Si elles existaient, les opinions formulées à ce sujet avaient tendance à être critiques, peu de participants en étant toutefois convaincus, à cause d'un manque de connaissances élémentaires. Les opinions négatives les plus fortes ont été exprimées par les participants du groupe des hommes de Kelowna qui étaient d'avis que, de manière générale, la région de l'Ouest est pénalisée.

En raison du manque de connaissances détaillées des participants sur le fonctionnement du système de péréquation, aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les modifications ou améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage du canola canadien par la Chine

Dans la plupart des groupes, très peu de participants étaient au courant de cet enjeu. La sensibilisation était la plus élevée à Calgary et la plus faible chez les femmes de Saskatoon. La plupart n'en connaissaient pas les détails, outre les grands titres diffusés par les médias, mais étaient d'avis que cela faisait partie d'un différend commercial et diplomatique plus large entre le Canada et la Chine, lié à l'assignation à résidence de « la dirigeante chinoise ». Personne ne connaissait l'impact de ce boycottage à l'échelle régionale ni la réaction du gouvernement fédéral en réponse à cette question, qu'il s'agisse du soutien qu'il consent aux agriculteurs ou de sa relation avec la Chine.

Dans un souci de clarté, des renseignements généraux ont été fournis à tous les groupes et on leur a ensuite demandé de formuler leur avis sur ce que le gouvernement du Canada devait faire. Ils ont été invités à examiner trois possibilités de réponse :

- faire des concessions, de façon à rétablir les exportations de canola canadien vers la Chine;
- exercer des représailles contre la Chine en imposant nos propres sanctions sur leurs produits;
- continuer de soutenir financièrement les agriculteurs, tout en tentant de négocier avec la Chine et de trouver une solution qui ne comprend ni concessions ni représailles.



La plupart ont répondu que le Canada devrait choisir la dernière option et poursuivre ses négociations avec la Chine, sans envisager de représailles ou de concessions, tout en continuant d'aider les agriculteurs, ce qui, dans une large mesure, leur semblait être l'approche la plus raisonnable, la plus constructive et la plus « canadienne » pour régler ce problème.

La plupart se sont dits d'accord avec les deux aspects de cette approche : des négociations peuvent s'avérer judicieuses et elles représentent l'option la plus constructive et nous devons continuer de soutenir nos agriculteurs. Plusieurs ont souligné l'importance de porter notre regard au-delà du marché de la Chine, pour nos produits.

En ce qui concerne le fait de consentir à des compromis, certains étaient d'avis que cela dépendait en grande partie de ce qu'ils impliquent et pensaient qu'il s'agirait peut-être de l'option pragmatique, étant donné la taille du marché chinois et l'importance du rôle de partenaire commercial que joue la Chine pour le Canada. Mais la plupart pensaient qu'il s'agit tout simplement d'une mauvaise idée qui encouragerait la Chine à prendre d'autres mesures et à tirer profit de la volonté du Canada de capituler. Quelques-uns ont avancé que nous devrions riposter pour faire preuve de détermination et de force, mais la plupart pensaient que cette approche serait contre-productive, vu la taille du Canada, et qu'elle s'avérerait même périlleuse, ne servant qu'à une escalade du conflit et à la prise de mesures de rétorsion par la Chine.

Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux touchant spécifiquement l'Ouest du Canada qui ont été discutés — le prolongement du réseau Trans Mountain, les projets de loi C-69 et C-48, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine —, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

Dans la plupart des groupes, on a convenu presque à l'unanimité que le réseau Trans Mountain et sa construction devraient constituer une priorité absolue pour le gouvernement fédéral, étant donné l'importance du projet pour l'économie régionale et sa capacité à créer de l'emploi et à générer des revenus. Plusieurs pensaient aussi que le projet de loi C-69 jouait un rôle de premier plan pour la mise en œuvre de ce projet et qu'il était donc également important. Le seul groupe marginal est celui des femmes de Kelowna, dont les préoccupations environnementales étaient plus élevées et au sein duquel plusieurs pensaient qu'il serait préférable de résoudre le boycottage du canola par la Chine au moyen de négociations et de continuer à soutenir nos agriculteurs. Quelques personnes étaient d'avis que les paiements de péréquation et l'amélioration de ce système pour favoriser l'Ouest plus qu'il ne l'est actuellement devraient être la priorité, considérant que cette question touche un plus grand nombre de personnes et l'économie dans son ensemble que les exportations du canola vers la Chine.

Mine Frontier (Calgary)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler de la Mine Frontier auparavant. On leur a fourni la description qui suit avant de leur demander ce qu'ils en pensaient :

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à 7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait ainsi compromettre la capacité du Canada à respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution.

En fonction de la description figurant ci-dessus, on a demandé aux participants si le gouvernement fédéral devait consentir à ce projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter son impact environnemental. La plupart pensaient que le projet devrait aller de l'avant seulement si des règlements suffisants sont en place pour assurer une surveillance et l'application des lois du gouvernement, outre les garanties fournies par la compagnie. Les participants se sont dits préoccupés non seulement par les émissions de GES, mais aussi par la sécurité, dans l'ensemble, notamment en ce qui a trait à la contamination de l'eau et des sols. Les participants étaient d'avis qu'il faudrait exiger que l'entreprise finance des études environnementales, entreprenne des activités de restauration des sols, après leur utilisation, et procède à l'assainissement des résidus. Elle devrait également investir dans des technologies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par le projet et assumer la responsabilité de toutes les questions liées à l'environnement et à la sécurité. La plupart pensaient que des emplois pour les Albertains devraient être garantis. Certains ont souligné que le projet ne devrait être approuvé que dans la mesure où toutes les conditions sont satisfaites, ce qui a fait l'objet d'un consensus. À cet égard, un participant a suggéré de suspendre la construction de la mine et d'adopter le projet de loi C-69 d'abord, suggestion qui, à son tour, a obtenu l'aval de la part des autres.

Après avoir informé les participants que certains experts mettaient en doute le fait que la mine soit en mesure de générer des revenus suffisants pour justifier les coûts de sa construction, on leur a demandé si cela avait une incidence sur leur point de vue au sujet de la construction de la mine. Certains ont répondu par l'affirmative, ce qui a soulevé de vives préoccupations, surtout parmi les femmes, et entraîné un mouvement de recul d'autres participants qui ont rappelé qu'on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve, surtout en ce qui concerne le prix du pétrole.

Lorsqu'on leur a demandé s'il est possible pour le gouvernement de réduire les émissions et de protéger l'environnement, d'une part, et d'approuver ce projet, d'autre part, la plupart ont répondu par l'affirmative. La clé, selon eux, est un « juste équilibre ». Plusieurs pensaient que les coûts environnementaux de ce projet pourraient être compensés par certaines mesures, comme le fait d'investir dans des énergies renouvelables, de financer des initiatives écologiques, de planter des arbres et de faire payer l'industrie. Après avoir donné l'assurance aux participants que c'est en effet ce qui est prévu, certains ont déclaré avoir moins de réticence à l'égard du projet.

Globalement, si certains participants s'opposaient au projet ou avaient adopté une position ambivalente, surtout dans le groupe des hommes, la plupart pensaient que celui-ci devrait aller de l'avant, dans la mesure où il s'accompagne des règlements, des conditions, des technologies et des

investissements appropriés pour préserver l'environnement et minimiser les dommages, tout en s'assurant que les emplois et les bénéfices reviennent à la province.

Environnement (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Calgary, Kelowna)

Notoriété spontanée

Invités à faire part de ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu au sujet de l'environnement dernièrement, les participants ont peu souvent cité des reportages ou des événements précis, mettant plutôt l'accent sur des sujets et des questions d'ordre général. Les mentions prédominantes, et de loin, avaient trait au réchauffement de la planète et aux changements climatiques, surtout considérés sous l'angle de leurs effets sur le Nord. Dans tous les groupes ou presque, les participants ont fait allusion à la fonte des calottes polaires et des glaciers ou, plus couramment, aux répercussions de la hausse des températures sur les ours polaires. Ont diversement été évoquées la fréquence accrue des feux de forêt et des périodes de sécheresse, l'élévation du niveau de la mer et la disparition des récifs coralliens, ainsi qu'une « taxe sur le carbone », en termes généraux. Il a parfois été question de Greta Thunberg, dont la nomination à titre de personnalité de l'année par le magazine Time a été la seule nouvelle précise à avoir été mentionnée. Parmi les rares enjeux non liés aux changements climatiques, la pollution par le plastique et, dans une moindre mesure, le projet fédéral d'interdiction des plastiques à usage unique ont été cités dans quelques groupes.

Sensibilisation aux mesures du gouvernement du Canada

Les groupes étaient peu sensibilisés aux initiatives récentes du gouvernement du Canada en matière d'environnement. Interrogés sur ce point, la plupart des participants n'ont pu spontanément citer d'initiatives de cette nature. Dans les cas où des mesures fédérales ont été citées, les plus courantes étaient une « taxe sur le carbone » et le projet d'interdiction des plastiques à usage unique, auxquels se sont ajoutées quelques mentions des rabais pour l'achat de véhicules électriques, du conflit fédéral-provincial sur les pipelines et de la tarification de la pollution.

Accord de Paris

Si la plupart des gens n'avaient pas entendu parler de l'Accord de Paris, au moins deux ou trois personnes dans chaque ville étaient un peu informées à ce sujet, le niveau de sensibilisation étant le plus élevé dans le groupe d'hommes de Chicoutimi. Parmi ceux à qui l'Accord était familier, certains ont pu expliquer qu'il s'agissait d'un contrat mondial visant à réduire les émissions de gaz à effet de



serre. Au-delà de cela, les connaissances étaient assez floues. De rares personnes se rappelaient que des cibles avaient été établies, et certaines savaient que les États-Unis s'étaient retirés de l'Accord, mais personne n'a pu fournir de détails sur les cibles de réduction que le Canada s'est engagé à atteindre d'ici 2030.

Après avoir reçu quelques éclaircissements, les participants devaient indiquer s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur l'atteinte des cibles. Certains ont affirmé que le Canada n'était pas en voie de les atteindre, et la plupart ont supposé que tel était le cas. Quant à la question de savoir si le Canada atteindrait l'objectif fixé pour 2030, les avis ont quelque peu divergé. Bon nombre de participants n'en savaient pas assez pour se faire une opinion, quelques-uns ont exprimé un optimisme prudent, mais la plupart étaient sceptiques ou pessimistes.

Bien que la nature de ces doutes ait parfois été vague, dans bien des cas les gens considéraient qu'une foule d'obstacles barraient la route : un bilan peu reluisant jusqu'à présent; la complaisance du public et son peu d'empressement à faire les changements qui s'imposent; les coûts financiers et le poids des industries polluantes dans notre économie; l'impression que les entreprises ne sont pas d'accord ou qu'elles trouveront des échappatoires; les clivages politiques et la résistance des gouvernements provinciaux; le manque de volonté de la part du gouvernement fédéral; et des enjeux tels que la croissance démographique, le nombre trop élevé de véhicules sur les routes et le manque d'investissements dans le transport en commun. Plusieurs participants estimaient par ailleurs que d'autres pays n'agissent pas assez pour réduire les émissions et que sans la participation des gros pollueurs comme les États-Unis, la Chine et l'Inde, l'Accord se solderait par un échec.

Les participants qui affichaient plus d'optimisme quant à la possibilité que le Canada tienne ses engagements en vertu de l'Accord de Paris avaient également tendance à considérer la situation et les efforts actuels sous un angle plus positif. Ils ont évoqué les progrès déjà considérables réalisés par l'industrie pour réduire ses émissions et le fait que l'urgence et l'importance de la lutte contre les changements climatiques sont de plus en plus admises. Ils ont également salué les nouvelles avancées technologiques et les investissements dans les énergies durables, qui aideront à surmonter certains des défis en présence.

Malgré les divergences de vues sur la probabilité de réaliser les objectifs de l'Accord de Paris, la plupart des gens étaient d'accord sur l'importance de les atteindre, ou à tout le moins d'essayer, ajoutant que le Canada et d'autres pays doivent intensifier les efforts pour réduire leurs émissions. C'est une question de survie, de l'avis de certains, qui ont souligné l'urgence de la lutte contre les changements climatiques. La majorité des gens croyaient nécessaire d'agir pour protéger l'environnement et préserver la qualité de vie des générations futures. Plusieurs participants ont souligné l'importance que le Canada, l'une des nations les plus riches du monde, fasse preuve de leadership à l'échelle mondiale. De rares participants ont minimisé ou remis en question le caractère urgent des changements climatiques. La plupart croyaient, souvent fermement, que non seulement le Canada mais tous les pays doivent agir et que l'Accord de Paris établit des objectifs concrets vers lesquels tendre.

La question de savoir si les cibles de Paris sont un bon indicateur des progrès du Canada dans le dossier du climat a obtenu des réponses incertaines. Une discussion s'en est suivie sur le degré de



réalisme des cibles. Certains participants ont avancé qu'elles sont peut-être trop ambitieuses, d'un point de vue pratique; d'autres, au contraire, trouvaient qu'elles ne vont pas assez loin. La plupart des gens semblaient penser que la question déborde le champ de leurs connaissances. Cela dit, les participants ont eu tendance à reconnaître que les cibles de Paris sont vraisemblablement un bon indicateur de progrès, puisque les pays signataires les ont acceptées.

De façon analogue, peu de gens croyaient avoir les connaissances voulues pour identifier de « meilleurs » indicateurs. Les groupes de l'Ontario ont eu du mal à concevoir d'autres mesures de progrès satisfaisantes. La plupart des autres groupes ont pu établir une liste modeste, comportant généralement les catégories suivantes : des changements de comportement avérés de la part des entreprises et des consommateurs (p. ex., réduction des emballages, recyclage accru, adoption des voitures électriques); des améliorations touchant à la santé des espèces sauvages, des pêcheries, des océans et des forêts; la publication de données et de rapports scientifiques; enfin, une hausse des investissements dans les technologies, les énergies et les infrastructures vertes, ainsi que des activités telles que la plantation d'arbres.

Au chapitre des mesures prises par le Canada pour lutter contre les changements climatiques, certains participants, notamment à St. John's, n'ont pu en donner aucun exemple. Dans la plupart des autres groupes, cependant, la mise en œuvre d'une « taxe sur le carbone » et l'interdiction des plastiques à usage unique ont reçu des mentions. Quelques participants ont cité la réglementation plus stricte des émissions industrielles et les investissements dans l'énergie verte et le recyclage. À Kelowna, il a été question des rabais pour l'achat de véhicules électriques et des investissements dans les bornes et les infrastructures de recharge.

De nombreux participants ont toutefois souligné l'importance d'en faire plus. De l'avis de certains, il faut mieux éduquer le public et encourager les gens à faire leur part et à engager leur responsabilité personnelle; il faut également accroître les incitatifs, sous la forme de subventions ou de rabais pour l'achat de voitures électriques ou de produits consommant peu d'énergie, par exemple. Selon d'autres, des lois et des règlements plus musclés sont nécessaires pour faire bouger les entreprises; il faut aussi accentuer les efforts de recyclage et de réduction des déchets, et augmenter les investissements dans les technologies et les énergies vertes afin de faciliter la transition. Certains répondants ont également recommandé de hausser les investissements dans le transport en commun. Et beaucoup d'autres ont dit souhaiter que tous les ordres de gouvernement fassent preuve de plus de leadership pour collaborer à la réduction des émissions et à la lutte contre les changements climatiques. De rares personnes ont fait référence de façon précise à la tarification de la pollution ou à une « taxe sur le carbone ». Plusieurs ont fait remarquer que les pays d'Europe ont été nettement plus efficaces que le Canada pour mener une action concertée dans le dossier des changements climatiques.

Réduction des GES et pipelines

Les participants ont été divisés sur la question de savoir si le Canada pouvait prendre des mesures efficaces pour lutter contre les changements climatiques tout en soutenant son industrie pétrolière et gazière par la construction de l'oléoduc Trans Mountain. Même à Calgary, la plupart ont affirmé,



souvent avec conviction, qu'il fallait réduire les émissions de gaz à effet de serre et mettre fin à notre dépendance au pétrole et au gaz par l'adoption de sources d'énergie durables. Aux yeux de beaucoup, toutefois, ce processus exige une période de transition. Dans l'intervalle, il faut accepter le rôle central que le pétrole et le gaz tiennent dans notre économie et leur contribution à l'emploi et à notre mode de vie. Une forte proportion des participants de Thunder Bay, Chicoutimi et Calgary estimaient qu'il est possible, et nécessaire, de jumeler les deux objectifs à court terme. Les hommes de Kelowna étaient tout à fait d'accord, faisant valoir que l'industrie, la vigueur économique et les emplois sont indispensables pour réaliser des investissements dans les écotecnologies et amorcer le virage vers une économie plus verte. La clé, pour les personnes favorables à ces deux objectifs, était d'arriver à un équilibre et de veiller à ce que le Canada fasse les investissements nécessaires pour atténuer l'impact des nouveaux pipelines et de la production pétrolière et gazière.

D'autres participants, en revanche, étaient plus ambivalents ou moins favorables à cette approche. De leur point de vue, la lutte contre les changements climatiques et la construction de pipelines sont foncièrement contradictoires et leur poursuite simultanée représente un déni de la crise climatique et de l'urgence d'agir pour protéger l'environnement dont hériteront les générations futures. Tous les groupes, hormis ceux de Calgary, comptaient quelques participants qui n'appuyaient pas le projet de construction de l'oléoduc Trans Mountain pour cette raison, et de nombreux autres qui hésitaient et voulaient en savoir plus sur l'impact du pipeline et sur les mesures prises pour atteindre les cibles et investir dans la réduction des émissions. À Brampton, la plupart des participants se sont dits soit indécis, soit contre la décision du gouvernement de construire le pipeline. À St. John's et dans le groupe de femmes de Kelowna, les participants étaient partagés.

Économie circulaire (St. John's, Chicoutimi, Brampton, Thunder Bay, Saskatoon, Kelowna)

Peu de participants connaissaient l'expression « économie circulaire » ou étaient en mesure d'en donner une définition même approximative, lorsqu'ils ont été invités à le faire. La plupart connaissaient le concept, cependant, ou l'ont rapidement saisi après avoir reçu les éclaircissements suivants :

L'économie circulaire est une nouvelle façon de faire des affaires qui consiste à extraire le plus de valeur possible de nos ressources naturelles en recyclant, en réparant, en réutilisant, en réaffectant, en remettant à neuf ou en réusinant des produits et des matériaux — cela réduit la quantité de déchets ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et réinjecte dans l'économie les produits et matériaux usés. L'objectif à long terme de l'économie circulaire est d'éliminer de façon structurée le concept des déchets.

Où qu'ils se trouvent, les participants ont unanimement aimé le concept et vivement appuyé cette façon de faire des affaires ou ce « mode de vie » comme l'ont décrit certains. Ils y ont vu une « bonne idée » et une approche sensée — pour les organisations, les particuliers, l'environnement et l'économie — qui créent un « cercle vertueux ». Plusieurs participants ont fait remarquer que



l'adoption de cette approche exigerait un virage important. Cela dit, la plupart ont souligné qu'ils participaient déjà dans une certaine mesure à l'économie circulaire et qu'une transition importante est en cours, tant dans l'opinion publique que dans les comportements des entreprises, des gouvernements et d'autres établissements ainsi que ceux des consommateurs et des citoyens plus généralement.

Invités à donner des exemples de leur participation à l'économie circulaire, les participants de toutes les villes ont dressé de longues listes, mentionnant notamment le recyclage des déchets et le fait de dépenser un peu plus pour acheter des biens durables et de meilleure qualité — p. ex., vêtements, chaussures et bijoux, piles, produits de nettoyage et articles ménagers, meubles, véhicules, électroménagers ou matériaux de construction. Beaucoup ont fait état des économies réalisées à plus long terme. La majorité des participants ont également dit acheter, ou avoir acheté, des articles d'occasion tels ceux énumérés plus haut, signalant au passage la multitude de magasins et d'options en ligne, qu'il s'agisse de dépôts-ventes, de services de petites annonces en ligne, ou de possibilités d'achat, de vente et de troc sur les médias sociaux.

La plupart avaient aussi déjà acheté des produits faits de matériaux recyclés, et tout le monde avait vu des publicités pour des produits de ce type, notamment du papier, des pneus, des boîtes et des bouteilles. Beaucoup ont mentionné le caractère « satisfaisant » de ce genre d'achats qui sont bons pour l'environnement — puisqu'ils réduisent les déchets et prolongent la vie de produits existants — tout en permettant d'économiser. Ils aimaient aussi l'idée d'acheter des articles remis à neuf, ce que beaucoup avaient déjà fait. Le cas des téléphones, qui sont souvent vendus au rabais par de grands détaillants et fabricants, a notamment été cité. Toutefois, certaines personnes ont dit qu'elles hésitaient à acheter des produits électroniques ou des électroménagers sans garantie.

La perspective de payer davantage pour l'achat de produits provenant « de sources durables » a été moins bien accueillie, car le concept a semblé un peu trop abstrait ou vague à la plupart des gens. Beaucoup se sont interrogés sur le sens de ce concept, les vérifications effectuées et la mesure dans laquelle on peut faire confiance à ce type de mention sur l'étiquette d'une entreprise. Certains voulaient savoir quelle était la prime à payer pour ce genre de produits, et la plupart étaient mal à l'aise à l'idée de déboursier plus sans bien comprendre les avantages ou les garanties de ces produits.

Bien que fermement en faveur d'une « économie circulaire » et n'ayant aucune peine à citer des exemples de sa présence sur le marché et dans leur vie, la plupart des participants étaient également d'avis que tout le monde doit en faire plus et que des obstacles importants entravent son adoption généralisée. Ils ont pointé du doigt des tendances compensatoires, ou contradictoires, à l'œuvre chez les entreprises et les consommateurs, visibles dans la production et la consommation croissantes de produits bon marché jetables, en particulier les appareils électroniques, les meubles ou les vêtements, ainsi que dans le suremballage des articles de détail, le gaspillage alimentaire et la prolifération des plastiques à usage unique. Les participants ont reproché aux entreprises de rechercher les profits au détriment de l'environnement. Ils ont aussi reproché aux consommateurs (eux-mêmes y compris) d'être complaisants et de faire passer la commodité, le choix, le statut et les économies à court terme avant la responsabilité sociale. Enfin, ils ont déploré que les gouvernements n'aient pas le leadership et la volonté politique nécessaires pour mettre en œuvre des lois, des règlements et des pénalités plus

stricts ainsi que des mesures incitatives qui conduiraient à une adoption plus généralisée de la réduction des déchets.

Tous groupes et toutes villes confondus, les participants étaient majoritairement d'accord pour dire que les entreprises doivent participer à l'industrie circulaire. Certains songeaient plus particulièrement aux grandes sociétés et aux industries très polluantes, mais la plupart croyaient que toutes les entreprises, peu importe leur taille ou leur secteur d'activité, devraient non seulement en faire plus pour réduire les déchets, mais y être tenues par le gouvernement, que cela touche la pollution industrielle, l'emballage de produits de consommation ou la production d'articles jetables à bas prix.

Le projet d'interdiction des plastiques à usage unique a été vu comme une heureuse initiative de la part du gouvernement fédéral, et de nombreux participants ont reconnu les progrès réalisés, à bien des égards, dans l'adoption d'une économie plus circulaire. Cela dit, la plupart des gens trouvaient qu'on est loin d'en avoir fait assez pour adopter une approche que tous jugeaient très pertinente pour protéger l'environnement.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour mieux sensibiliser l'opinion à l'économie circulaire, les participants ont eu peu de suggestions. Beaucoup ont convenu que l'on peut et doit agir davantage pour encourager la participation du public et le renseigner sur les moyens à sa disposition, mais de nombreux commentaires ont aussi révélé que les gens se méfient des discours. En fait, un large consensus voulait qu'à ce stade, il faille « moins de paroles » et plus de gestes concrets — sous la forme de lois, de règlements, de pénalités mais aussi d'incitatifs — qui susciteront le type de changement que tout le monde attend.

Annexe A — Questionnaires de recrutement

**Privy Council Office
Recruiting Script (Nov. 27 2019)**

Recruitment Specifications Summary

- Total of 14 groups
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 10 participants for 8 to show
- Incentives will be \$90 per person
- Groups split by gender. Ensure good mix by age (all 18+), marital status, education and income.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	LOCATION		MODERATOR	LANG.	DATE	TIME	COMPOSITION
1	Brampton	Infoquest (Mississauga) 6655 Kitimat Rd #12, Mississauga, ON L5N 6J4	T. Woolstencroft	English	Mon. Dec. 9 th	5:00-7:00	Women
2						7:30-9:30	Men
3	Chicoutimi	Hotel La Sagouenne 250 Rue des Sagoueneens Chicoutimi, QC G7H 3A4	M. Proulx	French	Tues. Dec. 10 th	5:00-7:00	Women
4						7:30-9:30	Men
5	Thunder Bay	Hampton Inn & Suites by Hilton 760 Arthur St W Thunder Bay, ON P7E 5R9	T. Woolstencroft	English	Wed. Dec. 11 th	5:00-7:00	Women
6						7:30-9:30	Men
7	St. John's	MQO 55 Duckworth Street St. John's, NL A1C 1E6	M. Proulx	English	Thurs. Dec. 12 th	5:00-7:00	Women
8						7:30-9:30	Men
9	Kelowna	Holiday Inn Express & Suites Kelowna 1620 Powick Road Kelowna, BC V1X 7G5	D. Nixon	English	Mon. Dec. 16 th	5:00-7:00	Women
10						7:30-9:30	Men
11	Saskatoon	Insightrix 1-3223 Millar Avenue Saskatoon, Saskatchewan S7K 5Y3	D. Nixon	English	Tues. Dec. 17 th	5:00-7:00	Women
12						7:30-9:30	Men
13	Calgary	Qualitative Coordination 707 10 Ave SW #120, Calgary, AB T2R 0B3	D. Nixon	English	Wed. Dec. 18 th	5:00-7:00	Women
14						7:30-9:30	Men



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE AND CONTINUE

English

French **GROUP 3 OR 4 ONLY IN CHICOUTIMI**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television
No, none of the above

**THANK AND END
CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. Gender: **DO NOT ASK. RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE GROUP 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14
Female	CONTINUE GROUP 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13

3. In which City do you reside?

Brampton	+ FEMALE = GROUP 1 + MALE = GROUP 2
Chicoutimi	+FRENCH + FEMALE = GROUP 3 +FRENCH + MALE = GROUP 4
Thunder Bay	+ FEMALE = GROUP 5 + MALE = GROUP 6
St. John's	+ FEMALE = GROUP 7 + MALE = GROUP 8
Kelowna	+ FEMALE = GROUP 9 + MALE = GROUP 10
Saskatoon	+ FEMALE = GROUP 11 + MALE = GROUP 12
Calgary	+ FEMALE = GROUP 13 + MALE = GROUP 14
Other	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.

3a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

4. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	RECORD AND CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH SUBGROUP.

5. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of eight to ten participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

6. How comfortable are you in expressing your views in public, reading written materials or looking at images projected onto a screen?

Very Comfortable

Somewhat Comfortable

Somewhat Uncomfortable **THANK AND END**

Very Uncomfortable **THANK AND END**

7. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.11**

8. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

9. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

10. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time, date, and location.

11. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

12. Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000
\$100,000 to just under \$150,000
\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

13. During the discussion, you could be asked to look at materials that are pinned up on a wall and to read handouts or other materials in print. You will also be asked to actively participate in a conversation about these materials. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating in the discussion? You may also be asked to write down a few thoughts on paper. Are you comfortable writing in (English/French)?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation. Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures. We will ask you to provide your explicit consent by signing a note to this effect when you arrive at the group.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

The group will be held at: **[INSERT LOCATION]**

We will be calling you back to verify the information given and will confirm this appointment the day before. May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:
Telephone Number:
E-mail Address:

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

We ask that you arrive 10-15 minutes prior to the beginning of the session and identify yourself to our staff who will gladly welcome you. Please bring photo identification with you, so that we make sure only people who have been invited participate in the group. You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement (27 novembre 2019)

Résumé des consignes de recrutement

- Total de 14 groupes.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de dix participants pour assurer la présence d’au moins huit personnes.
- L’incitatif sera de 90 \$ par personne.
- Groupes distincts pour les hommes et les femmes. Groupes diversifiés en fonction de l’âge (18 ans et plus), de l’état matrimonial, de l’éducation et du revenu.

Informations pratiques sur les groupes de discussion :

N° DU GROUPE	LIEU		MODÉRATEUR	LANGUE	DATE	HEURE	GROUPE
1	Brampton	Infoquest (Mississauga) 6655 Kitimat Rd #12, Mississauga, ON L5N 6J4	T. Woolstencroft	Anglais	Lundi 9 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
2						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
3	Chicoutimi	Hôtel La Saguenéenne 250, rue des Saguenéens Chicoutimi, QC G7H 3A4	M. Proulx	Français	Mardi 10 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
4						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
5	Thunder Bay	Hampton Inn & Suites by Hilton 760 Arthur St W Thunder Bay, ON P7E 5R9	T. Woolstencroft	Anglais	Mercredi 11 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
6						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
7	St. John’s	MQO 55 Duckworth Street St. John’s, NL A1C 1E6	M. Proulx	Anglais	Jeudi 12 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
8						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
9	Kelowna	Holiday Inn Express & Suites Kelowna 1620 Powick Road Kelowna, BC V1X 7G5	D. Nixon	Anglais	Lundi 16 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
10						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
11	Saskatoon	Insightrix 1-3223 Millar Avenue Saskatoon, Saskatchewan S7K 5Y3	D. Nixon	Anglais	Mardi 17 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
12						19 h 30 — 21 h 30	Hommes
13	Calgary	Qualitative Coordination 707 10 Ave SW #120, Calgary, AB T2R 0B3	D. Nixon	Anglais	Mercredi 18 décembre	17 h 00 — 19 h 00	Femmes
14						19 h 30 — 21 h 30	Hommes

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, mon nom est **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous appelle du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais

Français **GRUPE 3 OU 4 SEULEMENT À CHICOUTIMI**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion en vue d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial CONCLURE	REMERCIER ET
Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

Oui	REMERCIER ET CONCLURE
Non	CONTINUER

2. Sexe : **NE PAS DEMANDER. NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	CONTINUER GROUPES 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14
Femme	CONTINUER GROUPES 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

Brampton	+ FEMME = GROUPE 1 + HOMME = GROUPE 2
Chicoutimi	+ FRANÇAIS + FEMME = GROUPE 3 + FRANÇAIS + HOMME = GROUPE 4
Thunder Bay	+ FEMME = GROUPE 5 + HOMME = GROUPE 6
St. John's	+ FEMME = GROUPE 7 + HOMME = GROUPE 8
Kelowna	+ FEMME = GROUPE 9 + HOMME = GROUPE 10
Saskatoon	+ FEMME = GROUPE 11 + HOMME = GROUPE 12
Calgary	+ FEMME = GROUPE 13 + HOMME = GROUPE 14
Autre ville	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	NOTER L'ÂGE ET CONTINUER
25 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE SOUS-GROUPE

5. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de huit à dix participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

6. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise pour exprimer votre opinion en public, lire des documents, ou regarder des images projetées sur un écran ?

Très à l'aise

Assez à l'aise

Assez mal à l'aise

Très mal à l'aise

REMERCIER ET CONCLURE

REMERCIER ET CONCLURE

7. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.11**

8. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

9. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**



10. Et sur quels sujets portaient-ils ?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES :

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure, la date et le lieu.

11. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

12. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage — c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir examiner du matériel affiché au mur et lire de la documentation imprimée. On vous demandera également de participer activement aux discussions portant sur ce matériel. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion ? On pourrait aussi vous demander de noter quelques réflexions sur papier. Êtes-vous à l'aise pour écrire (en français/en anglais) ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?



Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion, qui aura lieu le [DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]. La rencontre durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous avez donné votre consentement à ces modalités. Nous vous demanderons de nous donner votre consentement explicite en signant une confirmation à cet effet à votre arrivée dans le groupe.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Le groupe de discussion aura lieu à : [DONNER L'ADRESSE]

Nous vous rappellerons la veille de la rencontre pour confirmer le rendez-vous et les renseignements fournis. Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse Courriel :

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir vous présenter pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver une personne pour vous remplacer.

Nous vous prions d'être sur les lieux au moins dix à quinze minutes avant le début de la rencontre et de vous présenter à notre personnel, qui se fera un plaisir de vous accueillir. Veuillez apporter une pièce d'identité avec photo ; cela nous permettra de vérifier que seules les personnes invitées participent au groupe. Il est possible que vous deviez revoir du matériel durant le cours de la discussion. Si vous nécessitez des lunettes, veuillez les apporter à la discussion.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B — Guides de discussion

MODERATOR'S GUIDE – December 2019

INTRODUCTION (10 minutes) ALL LOCATIONS

GC NEWS (15 minutes; 5 minutes in Kelowna, Saskatoon, Calgary) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada lately?

ASK IN BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI, ST. JOHN'S

NATO

- PROBE: Have you heard, read or seen anything about the North Atlantic Treaty Organization (NATO) summit held on December 3rd and 4th in London?

CLARIFY AS NEEDED

Several NATO members, including the United States, have recently declared that all NATO members must spend 2% of their annual gross domestic product (GDP) on their military so that the military alliance is prepared to react to threats. Canada currently spends 1.3% of its GDP on military spending and is one of the 19 NATO countries not meeting this goal.

(BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR: OF THE 28 NATO COUNTRIES, 9 WILL MEET OR EXCEED THE 2% THRESHOLD SET BY THE U.S. FOR 2019)

- Understanding that an increase in military spending might require a decrease in spending on other priorities, do you think Canada should commit to increasing military spending to reach this goal? Why or why not?

ASK IN BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI, ST. JOHN'S

Medical Assistance in Dying

- PROBE: Have you heard, read or seen anything about potential changes to the rules around medical assistance in dying in Canada?

GC PRIORITIES (20 minutes) ALL LOCATIONS

- IF NOT RAISED IN GC NEWS: Have you heard, read or seen anything about the recent Throne Speech outlining the priorities of the federal government for the new Parliament?
- Based on what you may have seen, read or heard recently, what do you think **will be** the top priorities of the Government of Canada over the next year or two?

- What do you think **should be** the top priority of the Government of Canada?

HANDOUT:

- The following is a list of priorities that the Government of Canada pledged to implement in the recent Throne Speech on December 5th. I want you to circle the three that are the most important to you personally and put an 'x' beside anything on the list that you think the Government of Canada should not do.
 - Banning all assault rifles in Canada
 - Conserving and protecting 25% of Canada's land and 25% of Canada's oceans by 2025
 - Eliminate all long-term drinking water advisories on First Nations reserves by 2021
 - Ensuring every Canadian has access to a family doctor.
 - Implementing a price on pollution on every province that refuses to implement their own
 - Implementing a universal Pharmacare program to reduce the cost of prescriptions
 - Increasing the federal minimum wage to \$15/hour
 - Lowering taxes for the middle class
 - Planting 2 billion trees in Canada to clean the air
 - Reducing Canada's greenhouse gas emissions to net-zero by 2050
 - Reducing the cost of cellphone bills by 25%
- **HAVE EACH RESPONDENT LIST THEIR CIRCLED OPTIONS AND EXPLAIN WHY THEY CHOSE THE ONE THEY CONSIDER TO BE THE MOST IMPORTANT TO THEM. ASK PARTICIPANTS TO PUT AN * BESIDE THEIR MOST IMPORTANT ONE**
- Did any of you put an 'x' beside a priority that you thought the Government of Canada should not do? Why?
- Generally speaking, do you think the Government will be able to complete all of these priorities in the next few years?
 - Which priorities, if any, do you think it will be difficult for the government to complete? Why?
- Thinking back to the item that you chose as the most important to you, how will you evaluate whether the Government is taking action to complete the priority?
 - PROBE (if not mentioned): How would you evaluate whether the Government is on track to reduce Canada's greenhouse gas emissions to net-zero by 2050?

Western Alienation (30 minutes) ASK IN KELOWNA, SASKATOON AND CALGARY

HANDOUT:

- I want to write down three words on a piece of paper that describe the current relationship between the Government of Canada and your province.
 - PROBE: Pick one of the words you wrote down and explain why you chose that word.
 - Overall, would you say the Government of Canada treats your province fairly or unfairly? Why?
- What could the federal government do to demonstrate that it is in touch with the concerns of people in your province?

Next, I am going to briefly discuss several topics that have recently been topics of debate that relate to Western Canada:

- Have you seen, read or heard anything recently about the TMX pipeline project?
 - To the best of your knowledge, has construction started on the pipeline?
 - Do you think it is likely that the pipeline will be built on schedule?
- Have you heard anything about federal government Bills C-69 or C-48?

CLARIFY AS NEEDED

Bill C-69 is a recently enacted federal government law that strengthens the requirements for environmental assessments and consultations with local communities before large scale infrastructure projects can be built. While some say this law provides important protections to ensure local communities know the environmental risks of new projects and have a say in whether they go forward, others say it creates too much red tape and may slow or stop important projects, including pipelines from going forward.

Bill C-48 is also another recently enacted federal law, which prevents oil tankers from transporting large amounts of oil to and from the North Coast of BC. Some say this law will reduce the risk of oil spills in delicate marine ecosystems, while others worry it will restrict Canada's ability to export oil to markets overseas by limiting which ports can be used by oil tankers.

- Now that you have heard a bit about both laws, do either of them concern you? Why/why not?
 - What else would you want to know about these bills before deciding whether or not they are necessary? Would you like to see any specific changes to either of these regulations?
- Have you ever heard of the term 'equalization payments'?
 - IF YES: Can you describe to me how equalization payments work?
 - Based on your knowledge of how equalization payments work, do you think the equalization system should be changed? IF YES: How so?

- Have you heard anything lately about China boycotting the Canadian canola industry?

CLARIFY AS NEEDED

China, which had previously been the largest purchaser of Canadian canola, announced they would stop buying Canadian canola products this March. The federal government has already announced financial support for farmers affected by the boycott.

- Do you think the government should make concessions to China so that China will buy our canola again, retaliate against China by imposing our own sanctions on their products, or continue to financially support farmers while trying to negotiate a solution with China that doesn't involve concessions or retaliation?
- Out of all the issues we have talked about so far that specifically affect Western Canada, which do you think should be the top priority of the Government of Canada?

FRONTIER MINE (15 minutes) ASK ONLY IN CALGARY

- Have you heard, read or seen anything about the proposed Frontier Mine oil sands project north of Fort McMurray?

CLARIFY AS NEEDED

The Frontier Mine, which was first proposed in 2011, would be the largest oil sands mine in history if approved by the federal government. This project could create as many as 7,500 new construction jobs in Alberta, but it would also be a major source of greenhouse gas emissions and could jeopardize Canada's ability to meet international commitments to reduce pollution.

- Based on this, do you think the federal government should approve the project, reject the project, or approve the project only if there are commitments made by the company to ensure the environmental impact is limited?
 - If you could set conditions that you think the company should meet before proceeding with the oil sands mine, what would they be?
- Recently, based on the current price of oil, some experts have questioned whether the mine would be able to generate enough revenue to justify the costs of constructing it. If true, would this affect your opinion about whether the mine should be built?
- The federal government has made it a priority to reduce emissions and protect the environment. Do you think it is possible for the government to continue to do this and approve this project at the same time? Why or why not?

- Some have suggested that the government could off-set the environmental costs of this project by taking additional measures to clean the environment, such as planting trees, investing in renewable energy or making big emitters pay fees that would fund green initiatives. Would you feel differently about the Frontier Mine project if the federal government pledged to do some of these additional measures upon approving the project?

LOCAL CHALLENGES (20 minutes) ASK IN BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI, ST. JOHN'S

- What are the most important local issues in [LOCATION] **LIST ON WHITE BOARD**
 - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- And what does [LOCATION] need in terms of infrastructure?
 - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact on [LOCATION]?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on [LOCATION]?
- What changes have you seen in [LOCATION] over the last 5-10 years?
 - And, what, if any, has been the impact of those changes?
 - **PROBE FOR:** impact on economy, socio-cultural, etc.

ENVIRONMENT (30 minutes)

- What have you seen, read or heard about the environment lately?
 - And have you seen, read or heard about anything related to the Government of Canada and the environment recently?
- Has anyone heard of the Paris Agreement on climate change? How would you explain it?
 - Do you know what Canada's target is?

CLARIFY AS NEEDED

Under the Paris Agreement, Canada has committed to reducing its GHG emissions by 30% below 2005 levels by 2030.

Has anyone seen, read or heard anything about Canada meeting its target recently?

What have you heard?

- Do you think Canada will meet its target?
 - What are the factors that could impact whether or not Canada meets this target?
- Do you think it's important for Canada to meet its target? Why/why not?
- Is meeting the Paris Agreement targets a good indicator of Canada's progress towards addressing climate change?
- What would be another/better indicator of progress?
- Can you name anything that Canada has done/or hasn't done in order to address climate change?

Canada is aiming to reduce its carbon emissions in order to combat climate change while at the same time supporting its oil/energy industry by building an oil pipeline (TMX).

- Can Canada both support its oil and gas industry while taking action on climate change? Why? /Why not?

CIRCULAR ECONOMY (20 minutes) ALL LOCATIONS, ASK IN CALGARY IF TIME ALLOWS

- Has anyone here heard the term "Circular Economy"?
- What have you heard?
- How would you describe it?

HANDOUT: VISUAL EXAMPLE OF CIRCULAR ECONOMY

CLARIFY AS NEEDED

The circular economy is a new way of doing business that extracts as much value as possible from our natural resources by recycling, repairing, reusing, repurposing, remanufacturing or refurbishing products and materials—it reduces waste and greenhouse gas emissions and it injects used products and materials back into the economy. The long-term goal of the circular economy is to design out the concept of waste.

- Now that we have explained the term, would you say you are an active participant or have participated in the past?
 - How so?
- How many people here have paid more for a product because it was of a higher quality and therefore should last longer? (show of hands)
 - Have participants list some examples of products they bought.
- How many people have seen products advertised “made from recycled goods”? Which products?
 - Is this an attractive quality in a product? Why/why not?
- How many of you are willing to pay more for sustainably sourced and made products?
 - Is this an attractive quality in a product? Why/why not?
- How many of you would be willing to buy refurbished products? Or products made from refurbished materials? (i.e. electronics)
- Can you think of ways you’d like to participate in the Circular Economy but are unable to do so?
 - What are they?
- Do you think businesses should be expected to participate in the Circular Economy?
 - What types of businesses?
 - How so?
- Do you think widespread adoption of the Circular Economy would be a meaningful approach to protecting the environment? Why? /Why not?

Conclusion (5 minutes)

GUIDE DU MODÉRATEUR – Décembre 2019

INTRODUCTION (10 minutes) TOUS LES LIEUX

NOUVELLES DU GC (15 minutes; 5 minutes à Kelowna, Saskatoon et Calgary) TOUS LES LIEUX

- Ces derniers temps, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ?

DEMANDEZ À BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI ET ST. JOHN'S

L'OTAN

- SONDEZ : Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) tenu les 3 et 4 décembre à Londres ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

Plusieurs membres de l'OTAN, dont les États-Unis, ont récemment déclaré que tous les membres de l'OTAN doivent consacrer 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) annuel à leurs dépenses militaires afin que l'alliance militaire soit prête à réagir à toute menace éventuelle. Le Canada dépense actuellement 1,3 % de son PIB en dépenses militaires et est l'un des 19 pays de l'OTAN qui n'atteignent pas cet objectif.

(INFORMATION CONTEXTUELLE POUR LA MODÉRATRICE OU LE MODÉRATEUR : SUR LES 28 PAYS DE L'OTAN, 9 ATTEINDRONT OU DÉPASSERONT LE SEUIL DE 2 % FIXÉ PAR LES ÉTATS-UNIS POUR 2019)

- Reconnaisant qu'une augmentation des dépenses militaires pourrait nécessiter une diminution des dépenses consacrées à d'autres priorités, pensez-vous que le Canada devrait s'engager à augmenter ses dépenses militaires pour atteindre cet objectif ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

DEMANDEZ À BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI ET ST. JOHN'S

Aide médicale à mourir

- SONDEZ : Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet de changements potentiels aux règles entourant l'aide médicale à mourir au Canada ?

PRIORITÉS DU GC (20 minutes) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX

- SI CELA N'A PAS ÉTÉ SOULEVÉ DANS *NOUVELLES DU GC* : Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du récent discours du Trône énonçant les priorités du gouvernement fédéral pour le nouveau Parlement ?

- D'après ce que vous avez vu, lu ou entendu récemment, **quelles seront**, selon vous, les principales priorités du gouvernement du Canada au cours des deux prochaines années ?
 - Selon vous, quelle **devrait être** la priorité absolue du gouvernement du Canada ?

DOCUMENT À DISTRIBUER

Voici une liste des priorités que le gouvernement du Canada s'est engagé à réaliser dans le récent discours du Trône, le 5 décembre dernier. Je vous prie d'encercler les trois qui sont les plus importantes pour vous personnellement et de mettre un « x » à côté de tout élément sur la liste dont vous pensez que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire.

- Bannir toutes les armes d'assaut au Canada
 - Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d'ici 2025
 - Éliminer tous les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières nations d'ici 2021
 - S'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille
 - Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure
 - Mettre en place un régime universel d'assurance médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance
 - Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure
 - Réduire les impôts de la classe moyenne
 - Planter 2 milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050
 - Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire
- **DEMANDEZ À CHAQUE RÉPONDANTE OU RÉPONDANT D'ÉNUMÉRER LES ÉLÉMENTS QU'ELLE OÙ QU'IL A ENCERCLÉS ET D'EXPLIQUER SON CHOIX QUANT À CELUI QUI LUI IMPORTE LE PLUS. DEMANDEZ AUX PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS DE METTRE UN * À CÔTÉ DE L'ÉLÉMENT QUI LEUR EST LE PLUS IMPORTANT.**
 - Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez mis un « x » à côté d'une priorité dont le gouvernement du Canada ne devrait pas s'occuper selon vous ? Pourquoi ?
 - De façon générale, pensez-vous que le gouvernement sera en mesure de réaliser toutes ces priorités au cours des quelques prochaines années ?
 - Quelles priorités, le cas échéant, croyez-vous que le gouvernement aura de la difficulté à réaliser ? Pourquoi ?



- En réfléchissant de nouveau à l'élément que vous aviez choisi comme étant le plus important pour vous, comment allez-vous déterminer si le gouvernement prend effectivement des mesures pour réaliser cette priorité ?
SONDER (si non mentionné) : Comment évalueriez-vous si le gouvernement est sur la bonne voie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à zéro net d'ici 2050 ?

ALIÉNATION DE L'OUEST (20 minutes) DEMANDER À KELOWNA, SASKATOON, ET CALGARY

DOCUMENT À DISTRIBUER :

- Sur une feuille de papier, je vous demanderais d'écrire trois mots qui décrivent la relation actuelle entre le gouvernement du Canada et votre province.
 - SONDER : Choisissez un des mots que vous avez écrits et veuillez m'expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot.
 - Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada traite votre province équitablement ou injustement ? Pourquoi ?
- Que pourrait faire le gouvernement fédéral afin de démontrer sa sensibilité aux préoccupations des gens de votre province ?

Maintenant, je vais discuter brièvement de plusieurs sujets qui ont récemment fait l'objet de débats et qui concernent l'Ouest canadien :

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du projet de pipeline TMX ?
 - Autant que vous sachiez, la construction du pipeline a-t-elle commencé ?
 - Selon vous, est-il probable que la construction du pipeline se réalise dans les délais prévus ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des projets de loi C-69 ou C-48 du gouvernement fédéral ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

Le projet de loi C-69, récemment adopté par le gouvernement fédéral, renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle. Alors que certaines personnes disent que cette loi accorde d'importantes protections pour assurer que les communautés locales soient au fait des risques environnementaux posés par les nouveaux projets et qu'elles aient leur mot à dire sur leur réalisation, d'autres disent qu'elle crée trop de paperasserie et qu'elle risque de ralentir ou de stopper la mise en œuvre d'importants projets, y compris des pipelines.



Le projet de loi C-48, récemment adopté par le gouvernement fédéral, empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. Certaines personnes disent que cette loi réduira le risque de déversement de pétrole dans les écosystèmes marins délicats, tandis que d'autres craignent qu'elle ne limite la capacité du Canada à exporter du pétrole vers les marchés étrangers en limitant les ports que peuvent utiliser des pétroliers.

- Maintenant que vous avez un peu entendu parler des deux lois, est-ce que l'une ou l'autre vous préoccupe ? Pourquoi ?
 - Que voudriez-vous savoir de plus au sujet de ces projets de loi, avant de décider s'ils sont nécessaires ou non ? Souhaitez-vous voir des changements bien précis à l'un ou l'autre de ces règlements ?
- Avez-vous déjà entendu parler du terme « paiements de péréquation » ?
 - SI OUI : Pouvez-vous me décrire comment fonctionnent les paiements de péréquation ?
 - Selon ce que vous savez du fonctionnement des paiements de péréquation, pensez-vous que le système de péréquation devrait être modifié ? SI OUI : De quelle façon ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet du boycottage de l'industrie canadienne du canola par la Chine ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

La Chine, qui était auparavant le plus gros acheteur de canola canadien, a annoncé qu'elle cesserait d'acheter des produits de canola canadiens dès le mois de mars. Le gouvernement fédéral a déjà annoncé une aide financière aux agriculteurs touchés par le boycottage.

- Pensez-vous que le gouvernement devrait accorder des concessions à la Chine pour que celle-ci achète de nouveau notre canola, qu'il réplique en imposant ses propres sanctions sur leurs produits, ou bien qu'il continue à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution avec la Chine qui ne comporterait ni concessions ni représailles ?
- De tous les enjeux dont nous avons discuté jusqu'à maintenant et qui touchent particulièrement l'Ouest canadien, selon vous, lequel devrait être la priorité absolue du gouvernement du Canada ?

MINE FRONTIER (15 minutes) SEULEMENT CALGARY

- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du projet de sables bitumineux de la Mine Frontier proposé au nord de Fort McMurray ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à



7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait ainsi compromettre la capacité du Canada à respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution.

- En fonction de cela, pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait approuver le projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter l'impact environnemental ?

Si vous pouviez établir des conditions que vous estimez que l'entreprise devrait respecter avant de poursuivre l'exploitation de la mine de sables bitumineux, quelles seraient-elles ?

- Certains experts se sont récemment demandé, en fonction du prix actuel pour le pétrole, si la mine serait en mesure de générer suffisamment de revenus pour justifier les coûts de sa construction. Si cela s'avérait exact, est-ce que votre opinion sur la pertinence de construire la mine serait affectée ?
- Le gouvernement fédéral s'est donné comme priorité de réduire les émissions et de protéger l'environnement. Selon vous, est-il possible pour le gouvernement de le faire tout en approuvant ce projet ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Selon certaines personnes, le gouvernement pourrait atténuer les coûts environnementaux de ce projet en prenant des mesures supplémentaires pour assainir l'environnement, tel que planter des arbres, investir dans l'énergie renouvelable ou encore imposer aux grands émetteurs des frais qui permettraient de financer des initiatives vertes. Seriez-vous d'un avis différent, quant au projet de la Mine Frontier, si le gouvernement fédéral s'engageait à prendre certaines de ces mesures supplémentaires dès l'approbation du projet ?

DÉFIS À L'ÉCHELLE LOCALE (20 minutes) DEMANDEZ À BRAMPTON, THUNDER BAY, CHICOUTIMI ET ST. JOHN'S

- Quels sont les enjeux les plus importants à l'échelle locale à [LIEU] ? **ÉNUMÉREZ LES ENJEUX SUR LE TABLEAU BLANC.**
 - **POUR CHACUN DES ENJEUX :** Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ?
EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT
- Quelles sont les infrastructures nécessaires à [LIEU] ?
 - Quelles sont les plus grandes préoccupations/quels sont les plus grands défis ? Y a-t-il autre chose qui doit être fait ?
- En pensant à tout ce qu'a fait le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, qu'est-ce qui, selon vous, aura les retombées les plus positives pour [LIEU], s'il y a lieu ?

Le gouvernement fédéral a-t-il fait quelque chose qui, selon vous, aura des répercussions négatives sur [LIEU] ?

- Quels changements avez-vous vus à [LIEU] au cours des 5 à 10 dernières années ?
 - Et quel a été, le cas échéant, l'effet de ces changements ?
 - **SONDEZ POUR** : les répercussions sur l'économie, sur le plan socioculturel, etc.

ENVIRONNEMENT (30 minutes)

- Dernièrement, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement ?
 - Et récemment, avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit en ce qui a trait au gouvernement du Canada et de l'environnement ?
- Y a-t-il quelqu'un qui a entendu parler de l'Accord de Paris sur les changements climatiques ? Comment l'expliqueriez-vous ?
 - Savez-vous quelle est la cible du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

En vertu de l'Accord de Paris, le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 30 % en deçà des niveaux de 2005 d'ici 2030.

- Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit, récemment, quant au Canada et à son objectif d'atteindre sa cible ? Qu'avez-vous entendu ?
- Pensez-vous que le Canada atteindra sa cible ?
 - Quels sont les facteurs qui pourraient avoir une incidence sur la capacité du Canada d'atteindre ou non cette cible ?
- Pensez-vous qu'il est important que le Canada atteigne sa cible ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Est-ce que d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris est un bon indicateur du progrès que fait le Canada dans la lutte aux changements climatiques ?
- Quel serait un autre ou un meilleur indicateur de progression ?
- Pouvez-vous nommer quoi que ce soit que le Canada a fait ou n'a pas fait pour lutter contre les changements climatiques ?

Le Canada vise à réduire ses émissions de carbone afin de lutter contre les changements climatiques tout en appuyant son industrie pétrolière et énergétique en construisant un oléoduc (TMX).



- Le Canada peut-il soutenir son industrie pétrolière et gazière tout en prenant des mesures pour lutter contre les changements climatiques ? Pourquoi ? / Pourquoi pas ?

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE (20 minutes) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX, DEMANDEZ À CALGARY SI LE TEMPS LE PERMET

- Y a-t-il quelqu'un qui a déjà entendu le terme « économie circulaire » ?
- Qu'avez-vous entendu ?
- Comment le décririez-vous ?

DOCUMENT À DISTRIBUER : EXEMPLE VISUEL DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

L'économie circulaire est une nouvelle façon de faire des affaires qui consiste à extraire le plus de valeur possible de nos ressources naturelles en recyclant, en réparant, en réutilisant, en réaffectant, en remettant à neuf ou en réusinant des produits et des matériaux — cela réduit la quantité de déchets ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et réinjecte dans l'économie les produits et matériaux usés. L'objectif à long terme de l'économie circulaire est d'éliminer de façon structurée le concept des déchets.

- Maintenant que nous avons expliqué le terme, diriez-vous que vous êtes une personne qui y participe activement ou plutôt que vous y avez participé dans le passé ?
 - De quelle façon ?
- Combien de personnes ici ont payé plus cher un produit parce qu'il était de meilleure qualité et devait donc durer plus longtemps ? (levez la main)
 - Demandez aux participantes et participants d'énumérer quelques exemples de produits qu'ils ont achetés.
- Combien de personnes ont vu des produits annoncés « fabriqués à partir de produits recyclés » ? Quels produits ?
 - S'agit-il d'une qualité attrayante par rapport à un produit ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Combien d'entre vous sont prêts à payer plus cher pour des produits provenant de sources durables et fabriqués de façon durable ?
 - S'agit-il d'une qualité attrayante par rapport à un produit ? Pourquoi/pourquoi pas ?



- Combien d'entre vous seraient prêts à acheter des produits remis à neuf ? Ou des produits fabriqués à partir de matériaux remis à neuf ? (c.-à-d. électronique)

- Pouvez-vous penser à des façons dont vous aimeriez participer à l'économie circulaire, mais que vous n'êtes pas en mesure de le faire ?
 - Quelles sont-elles ?

- Pensez-vous qu'on devrait s'attendre à ce que les entreprises participent à l'économie circulaire ?
 - Quels types d'entreprises ?
 - De quelle façon ?

- Pensez-vous qu'une adoption répandue de l'économie circulaire serait une approche valable pour protéger l'environnement ? Pourquoi ? / Pourquoi pas ?

Conclusion (5 minutes)